

Une nouvelle feuille de route adoptée



Le conseil national réuni samedi 6 février à Paris a adopté une feuille de route « *volontariste et réaliste* », selon le Premier secrétaire, qui décline les trois objectifs de l'année à venir : « *se dépasser dans l'alliance populaire* », « *se projeter dans les Cahiers de la présidentielle* », « *s'engager pour l'inflexion sur le précaire* ». De nombreuses initiatives vont être

organisées dans les mois prochains. Dans le cadre du dépassement, l'université d'été aura lieu à Nantes. Cette feuille de route, adoptée à 70 %, est « *celle d'un parti à l'écoute des Françaises et des Français, qui ne se laisse pas submerger par les doutes, fidèles à ses valeurs pour agir dans un monde en perpétuelle mutation* », affirme Jean-Christophe Cambadélis.

“



”

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

elle n'avait pas été adoptée par un Conseil national. Je ne souhaite pas que l'alliance populaire, les cahiers de la présidentielle, voire l'inflexion sur le précaire subissent le même sort. Une fois la feuille de route définie, elle doit être l'affaire de tous.

L'ALLIANCE POPULAIRE VISE À CONSTRUIRE UN DÉPASSEMENT DU PS. C'EST UNE VOLONTÉ DE S'OUVRIRE À DES PERSONNALITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Cher-e-s ami(e)s, cher-e-s camarades, Ayant fait un rapport un peu fleuve devant les premiers fédéraux, m'étant exprimé très largement sur la situation politique devant les secrétaires de section, ce que je vais vous proposer aujourd'hui va vous paraître un peu plus aride. Il s'agira simplement de se concentrer sur la feuille de route du Parti socialiste. Pourquoi ? Deux raisons. Une formelle mais on sait que les questions formelles sont parfois déterminantes dans notre maison. Des camarades nous ont fait remarquer que la feuille de route que nous avons présentée n'était pas validée par une instance du parti. J'ai indiqué, expliqué qu'elle procédait d'un vote du congrès. Mais il me semblait plus juste qu'il y ait, même brièvement, un débat au Conseil national sur l'ensemble de la feuille de route du Parti socialiste. Voilà pour le caractère formel de notre réunion.

Nous n'avions pas beaucoup de possibilités. Il fallait faire un Conseil national maintenant, sinon vu les vacances de février, on arrivait au mois de mars. C'est précisément le moment où nous allons lancer l'alliance populaire. Il ne restait qu'une seule date. C'était aujourd'hui. Les camarades qui étaient présents à la réunion des secrétaires de section sont donc montés deux fois à Paris, je leur demande de bien vouloir nous en excuser.

Abordons le fond. Les moments que nous traversons, sont si troublés, difficiles, complexes, contradictoires. Il est bon que le Parti socialiste ait sa propre feuille de route et qu'elle ne soit pas dépendante tout à la fois des événements qui surgissent, qu'elle ne soit pas dépendante non plus de telle ou telle initiative, ou de telle ou telle mesure gouvernementale. Il faut notre propre chemin dans cette année de transition, dans un moment marqué par la décomposition politique, voire morale, le mot est un peu fort, disons de déconstruction... Elle va de maintenant jusqu'à l'élection présidentielle ou la désignation du candidat à l'élection présidentielle.

Il y a toujours des événements qui viennent perturber les beaux agencements mais il faut que le Parti socialiste ait ses propres points de repères, sa propre feuille de route. On avait en son temps reproché à la direction du parti, et c'était en partie justifié, l'initiative sur le Référendum pour l'unité. « On » avait même évoqué une initiative solitaire. Car

Cette feuille de route tient en trois grands chapitres. Le premier, l'alliance populaire. L'alliance populaire, il ne s'agit pas d'une orientation stratégique visant à se substituer à la classique union au sein de la gauche. Mais de construire un dépassement du Parti socialiste. Ce dépassement nous l'avons adopté lors du congrès. C'est inscrit dans la motion majoritaire au congrès. Nous prenons acte du moment présent. Nous ne pouvons plus penser la stratégie comme nous l'avons pratiquée depuis le congrès d'Épinay. La question de stratégie électorale n'est plus simplement de s'unir au second tour, même si c'est nécessaire. Mais il faut être au second tour ! Et pour être au second tour, nous ne pouvons plus compter sur nos propres forces. Le PS seul ou avec le Parti radical ne peut plus dans la plupart des cas propulser ses candidats au second tour. D'autant que nos partenaires sont sur leur thèse : « *Nous sommes nous, la vraie gauche* ». Nous devons pourtant modifier le rapport de force dès le premier tour. Il faut donc aller chercher les moyens d'être au second tour, voire d'imposer l'union en nous dépassant. C'est une question électorale mais pas seulement. La forme parti d'avant-garde typiquement française est dépassée. Il faut inventer le parti coproducteur avec le mouvement associatif avec les citoyens. Nous l'avons ébauché dans les Etats généraux du Parti socialiste. C'était un peu plus facile dans la période précédente, parce que le Parti socialiste dominant l'ensemble de la gauche, il était à peu près certain d'être qualifié et il rassemblait ses partenaires au second tour. Aujourd'hui, le problème est posé est de ne pas être éliminé au premier tour d'une élection présidentielle ou législative.

Le mieux, ce serait dès le premier tour un candidat de toute la gauche. Mais on peut penser que dans la situation actuelle, en raison de la controverse sur la politique économique du gouvernement. Ce n'est pas obligatoirement ce qui va se passer. Avec qui le faire ? Il est difficile donc de le faire à cette étape avec nos partenaires

classiques. Ils sont dans l'hostilité, dans la tension vis-à-vis du Parti socialiste. Ils ont à mon avis tort. Il est évident que la future élection présidentielle ne portera pas sur les thèmes et les actions menées dans la période précédente. Mais ouvrira une nouvelle période. Ils ont tort aussi parce que les crises conjointes appellent certes à de l'imagination mais à un homme ou une femme – nous sommes sous en régime présidentiel – réputé capable de les juguler, en tout cas de les traiter. Et à gauche, ils ne sont pas légion.

On ne gagne pas une élection sur son bilan mais on ne gagne pas à gauche face à une droite menaçante et une extrême droite qui l'est plus encore sur une critique. On ne gagne pas donc sur une orientation punitive pour un bilan que l'on juge à tort calamiteux. Non la prochaine présidentielle portera principalement sur l'avenir du prochain quinquennat et l'avenir du prochain quinquennat est propre à permettre de nouveaux rassemblements.

On ne peut pas attendre que nos partenaires soient en ordre de bataille puisque leur congrès, pour le Parti communiste, va intervenir au mois de juin, et pour les écologistes, ce sera en deux temps : ils ont un congrès régional, qui pour eux est toujours important, puis un congrès national au mois de juin. Ce qui voudrait dire que le Parti socialiste, pendant toute cette période, se subordonne à la clarification politique de nos partenaires. Ce qui voudrait dire que nous n'avons pas d'action politique pour nous même nous construire, nous déployer, répondre aux demandes de réformes et aux questions des français.

Nous sommes bloqués au sommet ! Et bien nous rassemblerons à la base. D'abord nous nous coordonnons avec les républicains, les démocrates, les écologistes, les radicaux. Ils n'ont pas la représentativité de EELV ou du PCF la belle affaire ! La coalition de partis en crise n'a jamais surmonté une crise. Donc nous commençons avec ceux qui veulent commencer. Nous voulons surtout un rassemblement de citoyens, d'associatifs, de syndicalistes de personnalités qui veulent coproduire des réponses aux défis de l'heure et refusent une France administrée par une droite extrémisée sous les coups de boutoirs du FN ou même pire par le FN tout court.

Donc, nous aurons un texte, qui sera signé par des personnalités. Nous le rendrons public au milieu du mois de mars. Il permettra un déploiement dans chacune des régions, des départements, et pourquoi pas, si nous en sommes capables, dans chacun des cantons.

Je le dis tout de suite, le terme « alliance populaire » n'est pas définitif – encore qu'il est déjà une marque – mais au final

nous aurons peut-être un autre nom qui regroupera la réalité que nous aurons été capables de construire.

Le deuxième chapitre ce sont les Cahiers de la présidentielle. La manière dont nous fonctionnons jusqu'à présent, le Parti socialiste débat sur ce que devrait être le programme du candidat à l'élection présidentielle. Sans faire injure à tout ce qui a été fait auparavant, loin de moi cette idée, je dois constater que les programmes développés ou déployés par le Parti socialiste n'ont pas eu le succès escompté dans les réflexions des candidats à l'élection présidentielle. Ils s'en sont inspirés, mais pas autant que les uns et les autres l'auraient souhaité. Donc je propose qu'on ne reprenne pas cette forme d'organisation, et puis si on veut être un peu plus moderne et un peu plus en phase avec nos concitoyens. Il faut faire autrement...

Ce sont des cahiers rédigés à l'occasion de la présidentielle mais qui enjambent la présidentielle. Ils ne se réduisent pas à un simple catalogue. Mais ces Cahiers donnent le sens de notre combat dans la présidentielle et au delà.

Ces Cahiers de la présidentielle seront rythmés tout au long de l'année, et il y aura en plus deux conventions qui nous permettront de dialoguer et de discuter entre nous pour trancher des problèmes importants, que ce soit évidemment sur la question de l'émergence de la révolution de l'immatériel dans l'économie ou sur la question de la République. Tout cela doit nous permettre de donner sens au « rassemblement progressiste » pour faire face aux défis de la France.

Cette deuxième grande partie me semble être un moment de déploiement du Parti socialiste, pas simplement organisationnel mais sur le terrain de l'orientation pour les prochaines présidentielles. Enfin, troisième chapitre qui me semble essentiel. Il s'agit de la continuité de ce que nous avons évoqué au lendemain des élections régionales, qui s'est noué, on peut le dire, lors de la réunion des secrétaires de section. Nous avons eu énormément d'excellents retours par rapport à cette réunion. Pourquoi ? Parce que nous nous sommes occupés tout au long de la journée d'une question qui n'a pas été totalement traitée par le Parti socialiste, je veux dire la question du précaire. L'exclusion touche quand même 14 millions de Français. Si nous avons été actifs ou proactifs par rapport à la question essentielle de la compétitivité, il reste que cette compétitivité doit être mise au service d'une politique sociale permettant à tous ces exclus qui sont tombés hors la République de reprendre pied dans celle-ci. Il faut continuer, d'autant que les acteurs qui sont venus dialoguer avec nous ne sont pas rien. Ils représentaient à la fois des centrales syndicales ou des fédérations qui font autorité sur le sujet. Ils l'ont fait avec sympathie et en estimant que seul le Parti socialiste pouvait être en capacité de répondre à leurs interrogations et à leur situation.

Evidement parce que nous sommes au gouvernement. Mais ensuite parce qu'ils pensent eux que nous pourrions y revenir. Enfin parce que nous administrons des collectivités locales. Ils ont des relations plutôt positives avec ces collectivités locales, ils travaillent avec nous un peu partout. Ce qui nous renvoie à l'alliance

populaire. J'ai été frappé de voir qu'un certain nombre d'acteurs, ayant passé la journée avec les secrétaires de section, se sont déclaré favorables à ce cheminement ensemble. A condition qu'ils puissent, bien sûr, définir avec nous ce que seraient les réponses aux problèmes auxquels ils estiment être confrontés. On peut ouvrir une coproduction avec ceux qui viendront travailler dans l'alliance populaire.

Voilà les trois grandes questions qui seront posées tout au long de cette année à venir. Il y aura bien sûr beaucoup d'autres débats, beaucoup d'autres occasions de nous retrouver : Dans la résolution que vous devez avoir ou que vous allez avoir, vous verrez qu'il y a un calendrier extrêmement précis pour l'année à venir.

Le PS ne doit pas réagir seulement aux événements. Il doit produire ses événements. On s'enferme dans le débat, il faut réagir ou agir vis-à-vis de l'action gouvernementale. Il vaut mieux peser dans le débat avant. Mais la relation qui voit, des nôtres au gouvernement, est nécessairement particulière.

Nous n'étalons pas tous nos débats sur la place publique. Ce qui ne permet pas de faire comprendre l'utilité du PS. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui voudraient que l'action du PS provoque des crises pour mieux acter des reculs gouvernementaux lorsqu'il en ait besoin. Bref ! Il nous faut continuer à agir dans une certaine confidentialité avec un esprit de compromis car les enjeux sont cruciaux et la période volatile. Notre propre calendrier, nos rendez-vous sont alors la visibilité du Parti socialiste dans l'espace public. Voilà une autre raison du débat de ce jour. Merci.

“



”

KARINE BERGER

Bonjour à tous chers camarades.

19 septembre 2015. Qu'est-ce qui s'est passé le 19 septembre 2015 ? C'était notre dernier Conseil national. Donc, d'abord, je voudrais commencer par remercier les premiers fédéraux qui ont demandé la semaine dernière à ce que le Parti socialiste provoque un Conseil national le 6 février 2016, parce que je pense qu'il était temps de faire en sorte de rappeler que notre parti fonctionne aussi avec son Parlement, que le régime parlementaire n'est pas simplement ce que nous souhaitons pour la V^e République, c'est aussi ce que nous souhaitons pour le Parti socialiste.

Entre le 19 septembre 2015 et le 6 février 2016, que s'est-il passé ? D'abord, nous avons eu bien évidemment la problématique du 13 novembre, des attentats, et de tout ce qui s'en est suivi. Quelle a été la position de notre Conseil national ? Je ne peux pas vous le dire. Ce qui est certain, c'est que depuis lors, un certain nombre d'évolutions nous ont été proposées, de réformes constitutionnelles, de situation d'état d'urgence, de réformes pénales, et que sur tout ça, si nous avons réussi une chose, c'est-à-dire faire retirer la binationnalité de la proposition de la réforme constitutionnelle, nous ne savons pas quelle est la position du Parti socialiste sur l'ensemble des éléments que je viens de vous donner.

19 septembre 2015, 6 février 2016 : il y a eu une loi de finances, mes chers camarades, une loi de finances pour l'année 2016 qui, malheureusement, n'a pas en-

tendu l'appel unanime du texte de juillet 2015 que le Parti socialiste avait porté, et je remercie Jean-Christophe Cambadélis d'ailleurs de sa démarche de juillet. Nous n'avons pas, dans cette loi de finances, réussi à inscrire ce que le Parti socialiste souhaite pour la fin du quinquennat en matière d'évolutions fiscales, d'évolutions des dépenses publiques.

19 septembre 2015, 6 février 2016 : L'Europe n'est plus la même Europe. L'Union européenne est chamboulée par un choc lié à l'arrivée massive de personnes qui fuient la guerre, qui fuient la torture, et sur laquelle nous avons énormément de mal à trouver un accord, y compris à l'intérieur du Parti socialiste européen. L'Union européenne est chamboulée parce que nous n'avons pas vu arriver la situation épouvantable qui s'est créée il y a simplement quinze jours, où un pays de la zone euro, le cœur de l'Union euro-

péenne, la Grèce, va être foutue à la porte de Schengen parce que nous ne parvenons pas à créer un consensus européen sur la solidité de nos frontières extérieures. Quelle a été la position de notre parti là-dessus ? Je ne peux pas vous le dire, je sais simplement que je remercie les eurodéputés socialistes d'avoir fait un communiqué disant que nous nous opposons, évidemment, à la sortie de la Grèce de Schengen.

19 septembre 2015, 6 février 2016 : combien de mois, combien de choses à décider, combien de combats que la gauche doit porter ? Évidemment, celui de la primaire, qui a été lancé à l'extérieur du Parti socialiste pour la première fois, notre motion y reviendra dans quelques instants. Ce ne sont que quelques exemples de ce que nous n'avons pas

réussi à prendre en main au cours des derniers mois.

Alors, cher Jean-Christophe, pour réactiver le Parti socialiste, il ne faut pas le dépasser, il faut le réveiller. Nous demandons non pas un dépassement du Parti socialiste mais un réveil du Parti socialiste. Il n'est pas question de laisser notre parti sans Conseil national jusqu'au 28 mai 2016, ce qui est ce que vous nous proposez dans la résolution qui circule depuis deux heures.

Notre première demande d'amendement à la motion D, ce sera, et nous demandons qu'il y ait un vote là-dessus, un amendement du texte qui est proposé par la direction où il est demandé que le prochain Conseil national ait lieu fin mars, notamment pour prendre position sur les questions de réforme du travail.

Fin mars, Conseil national, et que d'ici la présidentielle, nous ayons un Conseil national au maximum tous les deux mois.

Nous devons, mes chers camarades, réveiller notre parti. Il nous reste seize mois, quatorze mois pour organiser la façon dont, je l'espère, nous arriverons à remporter l'élection présidentielle et les élections nationales de 2017. Ce n'est pas avec une feuille de route qui nous propose de nous revoir en parlement deux ou trois fois maximum d'ici la fin de cette année que nous y arriverons. C'est la première des demandes, et je laisse mes autres camarades demander les deux autres modifications du texte que nous proposons afin, encore une fois, que nous arrivions tous ensemble et pas de manière complètement séparée et chacun dans notre coin aux enjeux de l'année prochaine. Merci beaucoup.

“



”

CHRISTIAN PAUL

Chers camarades, il y a au moins un sujet sur lequel nos jugements, probablement, se retrouvent. C'est l'idée que notre pays vit dans de multiples états d'urgence, et Karine Berger, à l'instant, les a rappelés les uns et les autres : les attentats, l'Europe, le chômage de masse. Et notre parti, le Parti socialiste, dont le Conseil national, c'est vrai, ne s'est pas réuni depuis le 19 septembre, qui aux yeux des militants et aussi aux yeux de beaucoup de Français court derrière les événements et donne le sentiment, qu'il se résigne à l'impuissance.

Alors, cher Jean-Christophe, une feuille de route, oui, mais à condition qu'elle ne soit pas hors-sol et hors du temps présent, et hors des urgences de ce moment.

Novembre 2015 fut le moment d'une nouvelle tragédie collective, confirmant que la menace terroriste est durable. En France, même dans des moments tragiques comme ceux-là, l'unité ne va pas toujours de soi, et pourtant elle était là. L'unité ne s'impose pas, elle se consolide en appelant à la raison et non pas à la peur, à la fraternité et pas seulement à la sécurité. L'unité face au terrorisme ne se gaspille pas, ne doit pas se perdre en route. Et pourtant, c'est ce que nous vivons en ce moment. Hier, tout au long de la journée, à deux pas d'ici, dans l'hémicycle de l'Assemblée

nationale, comme d'ailleurs depuis le 23 décembre, il y avait de la honte dans le regard de tant de députés socialistes appelés à débattre de la déchéance de nationalité. Personne ne pourra dire demain, si la réforme va au bout, ce que je ne crois pas, que la République sera mieux défendue et les Français mieux protégés. Aussi, nous demandons solennellement, chers camarades, devant vous et avec vous, le retrait de l'article 2 de la réforme constitutionnelle : l'article 2, c'est la déchéance de nationalité. Et nous demandons qu'à sa place soit substitué l'amendement parlementaire prévoyant une peine d'indignité nationale.

J'ai transmis au Premier secrétaire une très courte résolution, dont je souhaite que nous puissions l'adopter, et qui dit : « le Parti socialiste, réuni en Conseil national, exprime son souhait que l'article 2 de la réforme constitutionnelle sur la déchéance de nationalité soit retiré, et que lui soit substitué l'amendement parlementaire prévoyant une peine d'indignité et de déchéance des droits civiques pour les terroristes. »

Chers camarades, je suis persuadé que cet amendement-là rassemblerait toute la gauche, pas simplement dans les hémicycles, et probablement bien au-delà des rangs de la gauche. Karine l'a rappelé, il est sans précédent que sur un sujet d'une telle gravité, le Parti socialiste n'ait pris aucune décision, alors que des dizaines de fédérations, partout en France, défendent ce retrait.

Décembre 2015, ce fut aussi le temps d'une nouvelle défaite électorale, la quatrième, effaçant notre parti de plu-

sieurs grandes régions, et je ne l'ai pas entendu, Jean-Christophe, dans l'exposé des motifs de cette feuille de route, comme si cette quatrième défaite, on l'oubliait comme toutes les autres. Ce ne sont pas les défaites qu'il faut effacer, c'est le Parti socialiste qu'il faut pouvoir, en effet, réinventer et réveiller dans ces régions. Et à défaut de présidence, le Front national s'est installé à l'occasion de ces élections, une nouvelle fois, au premier rang et dans le premier rôle. J'ai eu une minute d'espoir, c'est vrai, le soir du second tour des élections régionales, quand le Premier secrétaire s'adressant aux Français et au gouvernement, a parlé d'inflexion. Tu n'as pas parlé ce soir-là d'inflexion sur la seule question de la précarité, c'était quand même le minimum syndical. Non, j'ai compris ce soir-là qu'il s'agissait d'inflexion en grand et en vrai, pour sortir de l'échec économique et de l'impasse politique. La réponse qui est venue, qui t'est venue, je la résume : 2 milliards pour l'emploi, c'est peu, et surtout beaucoup d'annonces qui insécurisent les salariés et les chômeurs.

Alors, disons-le nettement, je ne vois pas dans la proposition qui nous a été transmise ce matin, dont nous débattons cet après-midi, la trace d'une capacité pour les socialistes à retrouver prise sur l'année 2016. Je ne vois là ni l'ambition ni la fonction de ce texte. Cette feuille de route, elle ne peut se limiter à une activité programmatique sans lendemain. Nous ne sortirons pas du défaitisme insidieux qui marque cette période avec des langages tièdes et des paroles molles, mais d'abord par un inventaire sérieux, lucide et exigeant de notre action au pouvoir.

La feuille de route du Parti socialiste, ne peut pas se limiter à un dépassement incertain. Il faut aujourd'hui s'attacher à reconstruire une dynamique majoritaire avec toute la gauche, avec la grande gauche de 2012. Qu'est-ce que l'alliance populaire ? Est-ce que c'est la gauche OGM, en éprouvette, à huis clos ? Dépasser Épinay, pourquoi pas mais pour aller où ? Pour aller dans une grande coalition avec une partie de la droite ? Je sais que certains, peu nombreux, probablement très minoritaires, certains ici en rêvent. Ou au contraire est-ce que l'alliance populaire, le dépassement, comme nous le pensons possible, ça n'est pas un rassemblement d'un nouveau type qui ne peut naître que d'un événement démocratique de grande ampleur ? Cet événement démocratique de grande ampleur, chers camarades, ce sont les primaires de la gauche et des écologistes pour l'élection présidentielle de 2017.

Il y a à ces primaires trois raisons majeures. Je les aborde simplement. D'abord, réveiller et déverrouiller la démocratie française, qui ne va pas bien, qui est en panne, dans les institutions, entre l'exécutif et le Parlement, au sein de notre parti qui ne prend pas ou plus position sur les questions essentielles, au sein aussi de la démocratie sociale qui est en panne depuis 2014.

Ces primaires, il nous les faut pour éviter l'effacement de la gauche, pour agir afin qu'il y ait un candidat de gauche au second tour en 2017. Je le dis devant

vous solennellement, et je vous propose de le garder chacune et chacun d'entre vous dans un coin de votre mémoire : sans primaires, ni François Hollande ni aucun autre candidat ou candidate issue de la gauche ne sera au second tour de l'élection présidentielle. Alors, si on ne veut pas les faire par vertu démocratique, faisons-les au moins par efficacité électorale.

CES PRIMAIRES, IL NOUS LES FAUT POUR ÉVITER L'EFFACEMENT DE LA GAUCHE, POUR AGIR AFIN QU'IL Y AIT UN CANDIDAT DE GAUCHE AU SECOND TOUR EN 2017.

Et puis, il y a une troisième raison, et elle n'est pas mince. Cette troisième raison, ce sont nos statuts, chers camarades. Dans nos statuts, l'organisation des primaires pour l'élection présidentielle, ce n'est pas une option, c'est une obligation. Ce n'est pas au bon vouloir du Premier secrétaire, ou même du Conseil national. Le Conseil national a pour mandat, dans nos statuts, d'en fixer les modalités et l'organisation. Nous n'avons pas la possibilité d'en débattre autrement que comme une obligation dont on doit se saisir pour le meilleur, et dont on doit fixer les modalités.

Je connais bien sûr les résistances aux primaires de la gauche et des Écologistes. Je vois aussi poindre les réti-

cences. Et en disant cela, je n'évoque pas le président de la République, que nous n'avons pas entendu sur ce point, et qui, pour la raison stratégique que j'évoquais à l'instant, gagnerait plus que n'importe lequel d'entre nous, à s'intéresser sérieusement à la question des primaires. Mais j'entends des résistances. Je vous le dis aussi chers camarades : ne donnons à personne, et sûrement pas à Jean-Luc Mélenchon, un droit de veto sur l'organisation de nos primaires.

Alors oui, bien sûr, il faut des conditions à ces primaires. J'aimerais que cet après-midi, au fond, allez, je vais le dire, ce n'est pas tomber le masque, simplement dire la vérité, on a plus envie de parler des primaires que des Cahiers de la présidentielle. Mais enfin, on parlera probablement de l'un et de l'autre. Mais franchement, il faut bien sûr fixer les conditions de réussite à ces primaires.

Et j'ai compris que la séance du Bureau national de lundi soir y sera exclusivement consacrée. J'ai bien compris, je n'en suis pas encore reconnaissant, mais j'en suis heureux, les primaires ne sont pas enterrées, et donc il faut, ces primaires, en fixer les conditions de réussite. Commençons cet après-midi. Il faut, comme l'a dit le Premier secrétaire, que j'ai écouté attentivement et respectueusement dimanche dernier, il faut des primaires sans préalable. Voilà camarades.

“



”

BRUNO LE ROUX

Je voudrais commencer par là où j'ai entendu tout à l'heure, une nouvelle fois, ce qui apparaîtrait comme un clivage, une vieille habitude des Conseils nationaux et de la façon dont on qualifie, d'un côté, une gauche passiviste, attachée à des totems, attachée à des idées qui seraient dépassées, et de l'autre côté, une gauche moderniste, qui serait en situation de vouloir attraper tout ce qui passe en oubliant d'en transformer même le quotidien qui est autour d'elle.

J'entends maintenant parler de nouveaux clivages : il y aurait les socialistes honteux et les socialistes heureux, forcément ceux qui ne sont pas honteux. Vous savez, je crois véritablement, et ce

n'est pas par souci d'apaisement que je veux commencer par là, mais je crois que nous surjouons à l'envi tous là, et que la question est devenue mortifère pour nous à vouloir toujours, toujours, commencer, même quand nous sommes ensemble, et on peut regretter de ne pas l'être plus souvent...

Moi, j'ai pris l'intervention de Karine comme un regret que nous nous ne voyions pas plus souvent, que nous ne discussions pas plus. Mais discuter plus, ça veut dire aussi, je le pense, parce que c'est important, arrêter de surjouer des clivages que l'on connaît depuis très longtemps, qui sont mortifères.

Et si je veux commencer par là, c'est parce que je pense qu'ils ne correspondent pas, qu'ils ne correspondent plus, pour être juste, parce que j'ai pu penser à un moment donné qu'ils correspondaient à quelque chose, mais qu'en tout cas, ils

ne correspondent pas au moment que vit notre pays aujourd'hui. Je pense que nous n'en sommes plus là.

Il y a eu l'année 2015, les drames que nous avons connus. Je ne veux pas faire que la situation que nous avons connue, les massacres, les attentats, devienne l'unique point de référence. Mais nous ne pouvons pas faire comme si ce n'était pas aujourd'hui au cœur du moment que nous vivons. Cela ne gomme pas nos débats intérieurs, aucun. Cela ne réduit pas nos différences d'appréciation. Mais cela nous oblige et cela nous contraint. Nous sommes le parti majoritaire, je souhaite que nous ne l'oublions jamais, et nous avons aujourd'hui la charge de gouverner le pays. Nous sommes au pouvoir, oui, et le pays traverse une période inédite et exceptionnelle de son histoire nationale. Et comme je ne veux pas tout ramener à la situation en matière de sécurité, oui je reconnais qu'il traverse une crise éco-

nomique et sociale et que ce n'est pas nouveau, mais que cela dure depuis trop longtemps et que cela le mine en partie. Qu'il traverse un moment de doute sur lui-même le pays, sur son identité, sur sa place dans le monde, et même sur sa vocation. Et cela mine aussi sa cohésion nationale. Et dans le même temps, notre pays traverse un moment où la menace terroriste pèse sur son territoire. Il est engagé militairement contre ce que notre ministre de la Défense appelle un « proto-État », je veux bien entendu parler de DAECH.

Et c'est la conjonction de l'ensemble de ces tensions qui rend la situation délicate, qui rend la situation dangereuse même, à certains points de vue, et explosive en certains endroits. Je veux dire que dans la conduite du pays, parce que c'est bien de cela dont il s'agit, nous sommes le Conseil national qui, aujourd'hui, est celui du parti qui dirige notre pays.

Il nous faut être prudents, rigoureux et attentifs, comme lorsqu'on conduit sur du verglas et qu'on n'a ni chaîne ni pneus adaptés, parce que la situation, c'est celle-ci aujourd'hui. Nous sommes en situation, par la création de tous ces événements internationaux d'avoir tout le temps un événement qui vient nous remettre en situation d'avoir à réfléchir sur ce que nous faisons, comment nous le faisons et comment nous avançons.

Oui, le but de notre ennemi, de nos ennemis, ceux que je viens de nommer, il est très clair, je veux quand même le rappeler ici pour que chacun en ait conscience : c'est de provoquer chez nous une onde de choc telle que le pays se délitiera, que notre cohésion s'affaiblira davantage encore, que les communautés se nommeront d'abord, s'affirmeront ensuite, et se dresseront les unes contre les autres. Ces mouvements, quand on en discute avec chacun d'entre vous sur les territoires, nous en sentons les prémices. Là encore, il ne faut pas se voiler la face sur la réalité qui est celle que nous connaissons sur le terrain, et mettre notre action au service de l'unique réponse que nous devons apporter à cela

Alors bien sûr, comme je ne suis pas dans le catastrophisme, je pense que les anticorps du pays sont actifs et puissants, que la République tient debout et fait face. Mais pour autant, il faut rester, dans la période, prudents, attentifs et rigoureux. Et ce qui se passe aujourd'hui dans le parti majoritaire participe de la perception que peuvent avoir les Français de notre conduite des affaires du pays, et donc une certaine retenue peut être attendue.

C'est pour cela que je dis en commençant : ne surjouons pas des clivages qui, certes, peuvent exister, mais que nous essayons d'agrandir à chaque fois que nous avons l'occasion de discuter ensemble.

Je veux dire deux mots sur le débat que nous avons commencé à l'Assemblée nationale hier, et notamment concernant la déchéance de nationalité où j'ai entendu, moi, les doutes et les oppositions des uns et des autres. Je sais que cette disposition bouscule des convictions, qu'elle bouge des lignes. Je sais qu'elle heurte certaines consciences parmi nous aujourd'hui. Je respecte tout cela. Cette disposition n'est pas dans notre culture politique récente, immédiate, elle n'appartient pas à notre vocabulaire.

Mais pourtant mes camarades, la situation créée par le terrorisme nous conduit à élargir notre spectre et à prendre en compte les attentes de l'ensemble de la nation et la responsabilité qu'a le président de la République comme garant aujourd'hui à la tête de nos institutions. C'est notre responsabilité, c'est aussi d'une certaine manière notre devoir. Il n'y a pas simplement le texte.

Et quand je dis qu'il y a le moment, je n'oublie jamais qu'il y a le texte. Mais lions toujours les textes qui nous sont proposés et les moments que nous vivons. Là encore, à vouloir déconnecter les uns et les autres, nous faisons des erreurs, des erreurs de chronologie politique, mais les erreurs de chronologie politique, c'est-à-dire l'analyse du temps où nous sommes, peuvent avoir des conséquences terribles sur nous-mêmes et sur notre pays.

**NE LAISSONS PAS À LA DROITE LE SOIN
D'INCARNER L'UNITÉ NATIONALE QUI EST SI
NÉCESSAIRE AUJOURD'HUI.
NE LAISSONS PAS PENSER QUE NOUS
NE SOMMES PAS À LA HAUTEUR DE LA
SITUATION.**

Donc, notre responsabilité, c'est d'aller au bout de ce débat. Qui plus est, cette disposition n'a pas toujours, dans notre propre famille, je veux ici en témoigner pour avoir appartenu à une majorité où étaient présents beaucoup ici dans cette salle, n'a pas toujours soulevé les passions qu'elle soulève aujourd'hui. Je pense en particulier à ceux qui étaient députés avec moi, il y en a quelques-uns ici, à tous les rangs, à partir de 1997, quand nous les avons déjà légiférés, sur ces questions à l'Assemblée nationale, et notamment sur les questions qui sont liées à la déchéance et à la nationalité.

Donc, pour finir, ne laissons pas à la droite le soin d'incarner l'unité nationale qui est si nécessaire aujourd'hui. Ne laissons pas accrédi-ter l'idée que ni la droite, au final, ni la gauche, ne peuvent incarner l'unité nationale, parce que si nous

laissons penser cela, d'autres se mettront en situation d'incarner cette unité nationale. Ne laissons pas accrédi-ter l'idée que face à la menace, face aux dangers, les mêmes petites querelles que nous avons régulièrement produisent les mêmes petits effets et les mêmes ronds dans l'eau, et qu'en fin de compte, nous sommes détachés de ce qu'est la volonté des Français. Ne laissons pas accrédi-ter l'idée que les politiques ne sont pas à la hauteur. Cette idée est beaucoup trop présente aujourd'hui pour que nous y participions, ne serait-ce qu'avec un seul espace. Ne laissons pas penser que nous ne sommes pas à la hauteur de la situation.

J'ai une conviction, mes camarades, que ce discours et ces valeurs de l'unité nationale que nous portons, que ce discours est accompagné de façon encore plus forte par la gauche quand notre discours arrive à mêler l'égalité, le progrès et la justice. Et très franchement, là, je pourrais prendre encore s'il m'était donné cinq minutes pour essayer en filigrane, mais je ne le ferai pas, je ne le ferai pas. Je ne veux pas que les cinq minutes précédentes fassent les cinq minutes suivantes et ainsi de suite parce que, sinon, on dépasserait de beaucoup notre temps. Donc je me tiendrai, moi, à mon temps de parole.

Mais je pourrais dire en quoi le filigrane de ce gouvernement depuis 2012, qui porte l'égalité et la réforme, est un puissant moteur, allié à la dimension de sécurité que veulent les Français, et que nous n'avons absolument aucun déport, aujourd'hui, quand nous regardons avec fierté l'action que nous avons menée depuis maintenant 2012.

Donc, à l'égalité, associons la demande de sécurité de nos concitoyens et arrêtons de surjouer entre nous des débats qui nous balaieront tous, tous quels que soient nos points de vue aujourd'hui, si demain il se passe quelque chose dans notre pays et que nous n'avons pas su être à la hauteur de la situation.

“



”

YANN GALUT

Mes chers camarades, cher Jean-Christophe, je pense que ça nous fait tous plaisir de nous retrouver enfin, ici, en Conseil national. Et c'est vrai que moi, je rejoins les propos de Bruno Le Roux, de Jean-Christophe. Nous avons connu une année terrible, et il est clair que nous devons tenir compte du contexte, nous devons tenir compte de cette volonté des Français d'union et d'unité nationale. Mais l'union et l'unité nationale, elle ne doit pas comporter qu'une seule jambe. Il faut aussi que dans cette union et cette unité nationale, nous retrouvions les valeurs de ce qui fait notre famille politique, de ce qui fait la gauche.

Et dans le débat actuel que nous avons à l'Assemblée nationale, il est clair que les socialistes, au-delà des députés socialistes, doivent et peuvent se retrouver. Et j'arrive en disant ça, Jean-Christophe, au rôle du Parti socialiste. Je ne sais pas si tu l'as rappelé, mais en tout cas certains d'entre nous le savent. Sur le débat sur la déchéance nationale, je crois que dans des dizaines de fédérations, il y a eu des motions, des résolutions, souhaitant non seulement la remise en cause de la manière dont est écrite la déchéance de nationalité mais une prise de position du Parti socialiste. Et ça, on ne peut pas le balayer d'un revers de main.

Et donc, ça nous impose à ce que le Parti socialiste - ce n'est pas facile bien sûr, quand on est le parti qui soutient le gouvernement -, mais que le Parti socialiste

trouve sa place et trouve une expression publique et politique. Et les demandes qui sont faites, portées par la Fabrique, mais aussi par des camarades de toutes les motions, c'est que sans mettre en difficulté le gouvernement et le président de la République, ça n'a jamais été l'objectif d'aucun socialiste, le parti, fier de ses valeurs, puisse porter sa propre parole et avoir ses propres positions politiques.

Et donc moi, je souhaite que ce Conseil national, et qu'il y ait des Conseils nationaux réguliers, en tenant compte bien sûr de la situation particulière, nous puissions avoir des prises de position. Et des prises de position qui soient claires, que ça soit sur les débats actuels ou que ça soit sur les débats futurs.

Et là on revient, Jean-Christophe, à une chose qui nous semble manquer dans la feuille de route que tu nous présentes, où les choses ne sont pas claires, c'est : quelle est notre position et quel va être notre dispositif sur les primaires ? Sur les primaires, on ne peut pas se contenter, comme c'est le cas dans le texte que tu nous présentes, de mettre une ligne en disant que, de mémoire, le 11 février, une délégation du Parti socialiste rencontrera les organisateurs des primaires.

Cette affaire des primaires, elle va monter en puissance, car dans le contexte politique actuel, on va finir, j'espère très rapidement, le débat sur la déchéance de nationalité en faisant une évolution plus sur ce qui rassemble les socialistes, c'est-à-dire la déchéance nationale, mais la question des primaires va être une question centrale du débat politique dans les semaines, dans les jours qui viennent. Et quelle va être la réponse du Parti socialiste à cette question-là ?

On va avoir un double écueil : n'oublions pas, mes camarades, que c'est quand même le processus des primaires qui a amené à la victoire de François Hollande, que ce processus des primaires est inscrit dans nos statuts, que le peuple de gauche, de manière générale, souhaite l'organisation des primaires et que parallèlement à ça, la droite va, elle, organiser ses propres primaires.

Donc, on ne pourra pas échapper au débat, on ne pourra pas balayer d'un revers de la main ce débat. Donc, il faut que nous, Parti socialiste, nous puissions, bien sûr, nous positionner pour faire une primaire de toute la gauche et des Écologistes, et faire en sorte que notre candidat se relégitime à travers ces primaires, et que nous gagnions bien sûr la présidentielle en ayant élaboré un programme qui soit acceptable par l'ensemble de la gauche. Donc, c'est pour ça, Jean-Christophe, qu'on ne peut pas balayer d'un revers de la main cette organisation des primaires et qu'il faut que notre Conseil national soit beaucoup plus offensif sur cette question-là.

Nous souhaitons, bien sûr, dans une démarche constructive, voter le texte que tu nous présentes, mais nous avons trois amendements qui sont posés sur la table, et nous souhaitons que par rapport aux primaires puisse être rajoutée au texte la phrase suivante : « *Le PS crée une commission d'organisation de la primaire de la gauche et de préparation à la présidentielle.* » C'est une des conditions qui nous permettra, je le pense, de gagner collectivement. Je vous remercie mes camarades.



“



”

EMMANUEL MAUREL

Bien, mes chers camarades, je voudrais d'abord qu'on rassure Bruno Le Roux. Je ne sais pas s'il est encore là... Il est là. Bruno, personne n'a l'intention de surjouer, ni même de jouer, tout simplement parce que nous sommes suffisamment lucides pour voir à quel point la situation est préoccupante et sérieuse. Donc moi, je pense que personne ne joue mais il y a quand même un certain nombre de questions qui se posent, et c'est bien normal que nous les abordions ici.

En tant que militants politiques, nous sommes tous attachés, et Jean-Christophe Cambadélis le sait, à ce qu'on se fixe des feuilles de route. Une feuille de route, c'est important parce qu'on trace des perspectives, on se met d'accord sur une stratégie. Et de ce point de vue-là, c'est toujours rassurant de savoir où on va. Mais le problème qui nous est posé présentement, c'est qu'on ne peut pas parler de où on va si déjà on n'a pas le débat entre nous sur où on en est.

Ça, c'est quand même important de savoir où on en est parce que sinon, si on ne parle pas de cette question, on va quand même donner le sentiment, avec ce qui nous est proposé aujourd'hui, d'être un peu dans un débat abstrait, un débat hors-sol qui cherche à faire diversion pour ne pas se cogner contre le réel. Le réel auquel on est confronté aujourd'hui. Et le réel, Bruno y a fait allusion, c'est bien sûr les soubresauts du monde et le terrorisme.

C'est aussi, et je voudrais y insister à nouveau après Karine, la crise inédite de l'Europe. Parce que tu as parlé de ce scandale du chantage à la Grèce, à qui on dit : « *Dans six semaines, si vous n'avez pas réglé vous-mêmes le problème des migrants, vous quittez Schengen.* » Mais on pourrait faire la liste de cette concomitance des crises qui fait qu'aujourd'hui, en 2016, nous ne sommes pas sûrs à la fin de l'année de voir une Union européenne qui est encore préservée.

Regardez ce qui se passe au Danemark, qui est quand même un pays attaché aux droits de l'homme, où on décide de prendre les objets précieux des migrants pour financer leur installation. Regardez le climat politique en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie. Regardez ce qui se passe avec la Grande-Bretagne où aujourd'hui, en dépit des concessions,

qu'on pourrait critiquer d'ailleurs, faites à Cameron, une partie des Anglais veut quitter l'Union européenne. Et puis, on a en face de ça des institutions qui paraissent trop souvent impuissantes, et la France qui n'est pas à l'initiative. Or, moi je pense que dans cette situation d'urgence absolue pour l'Europe, la France doit être à l'initiative. Et le Parti socialiste, ça fait partie aussi de la feuille de route, devrait inviter ses camarades socialistes et socio-démocrates d'Europe à un grand rassemblement, à une grande initiative où on prend des décisions fermes pour 2016, parce qu'il en va de l'avenir de l'Europe.

Mais le réel, c'est aussi, et ça a été dit, une France meurtrie, une France traumatisée, des Français qui attendent des politiques qu'ils les protègent, les rassurent et les protègent. Avec en plus, et ça ce n'est pas la faute du Parti socialiste, un débat intellectuel qui est très souvent délétère, une exacerbation des passions identitaires. Amine est là pour en témoigner. On a aujourd'hui une vraie déchéance de rationalité dans le débat public en France. Et donc, il faut apaiser, et donc il faut rassurer. Le problème, c'est qu'on est toujours d'accord là-dessus, et en même temps parfois, on a l'impression que certains, même à gauche, divisent au lieu de rassembler, inquiètent au lieu de rassurer. Et c'est ça, le débat présent.

Et j'en viens évidemment à la question de la déchéance de nationalité parce qu'on ne peut pas faire l'économie de ce débat. C'est une véritable bombe à fragmentation, qui fracture durablement la gauche, pas seulement le Parti socialiste, pas seulement le Front de gauche ou les Verts, non, la gauche dans ce qu'elle a de culturel. Tu veux faire l'alliance populaire et tu disais : des intellectuels, des artistes, des syndicalistes.

Moi aussi ça m'intéresse qu'on tende la main aux artistes, aux syndicalistes mais est-ce que vous avez fait le test autour de vous, par rapport aux intellectuels, aux artistes ? Cette question de la déchéance de nationalité, ça les blesse, ça les traumatise. Ils ne reconnaissent pas le Parti socialiste qu'ils ont aimé, ils ne reconnaissent pas le Parti socialiste qui longtemps a été ferme sur ses valeurs. Parce que, quand même, il ne faut pas qu'on ait une mémoire de poisson rouge.

Je connais toutes les déclarations des dirigeants dans cette salle qui, il y a moins de cinq ans, condamnaient avec la plus extrême fermeté les mesures de déchéance de nationalité qu'à l'époque la droite promouvait. Ce n'est pas de la

provocation que de dire cela, c'est la vérité. Alors tu dis, Bruno dit : « *Le contexte a changé.* » Mais précisément, ce n'est pas parce que le contexte change que la Constitution, elle, doit être modifiée. La Constitution, ça ne se modifie pas comme ça au gré des circonstances et des événements. À un moment, il faut que ça soit un socle solide, stable, dans lequel tout le monde se reconnaît.

Donc, si on veut savoir où on va, il faut savoir où on en est. Et sur la question de la déchéance de nationalité, Bruno disait qu'il ne faut pas surjouer les divisions, mais pour le coup, nous sommes unanimes sur cette question. Nous sommes unanimes. Le débat au Bureau national l'a bien prouvé et les déclarations des uns et des autres aussi. Nous sommes unanimes pour dire : « *On peut se retrouver sur une position de compromis qui est l'indignité nationale.* » La seule raison que je vois pour laquelle nous n'adoptons pas aujourd'hui cette position, c'est certains camarades, que je respecte et je respecte leur attachement à la V^e République, qui disent quelquefois, in petto, ou même en public : « *Le président se trompe, le président a tort, mais comme le président a décidé, il faut le suivre.* »

Chers camarades, c'est vraiment le crétinisme présidentialiste ! On peut être encore un peu critique par rapport aux institutions de la V^e République. On peut encore être critique par rapport aux institutions de la V^e République et sortir par le haut. Parce que, franchement, se dépasser... enfin, tu veux que le parti se dépasse mais il faut déjà qu'il sorte de l'impasse. Et l'impasse, on y est. Donc moi, je veux bien qu'on se dépasse, mais il faut régler ce problème.

Dernière chose enfin, l'alliance populaire. Dans l'alliance, il faut des partenaires, donc il faut à un moment aussi discuter sérieusement du contenu, du programme. Populaire : il ne faut pas complètement perdre nos électeurs. Jean Poperen disait une chose très juste, il disait : « *À force d'ouvrir, ils sont tous sortis.* » C'est un peu le risque pour nous aussi.

Donc, pour éviter que tout le monde sorte et pour se dépasser, parce que le dépassement, c'est merveilleux, et c'est un processus dialectique très intéressant. Mais pour se dépasser, il faut d'abord consolider la base, il faut d'abord se rassembler, il faut d'abord être au carré sur nos valeurs, nos propositions et ce qu'on fait ensemble. Alors commençons par ça et ensuite, vous verrez, de grandes choses nous attendent. Mais enfin, on commence d'abord par ça. Merci.

“



”

GUILLAUME BACHELAY

Chers camarades, au cœur de notre feuille de route présentée tout à l'heure par le Premier secrétaire, il y a les Cahiers de la présidentielle. Je veux mettre l'accent sur cette démarche inédite parce que c'est la fonction idéologique d'un parti politique, parce que c'est l'âme d'un parti.

Chacun doit y participer. Nous allons et nous voulons en renouveler le genre.

Pour penser un monde qui bouge, mes camarades, mieux vaut se garder des démarches routinières et répétitives. Je suis de ceux que la discussion nocturne à effectif réduit, sur un texte copieux, pour modifier des mots ou déplacer des virgules, non seulement ne lasse pas mais stimule.

En même temps, comme vous, je constate que nos concitoyens attendent des explications et de l'implication. Pour notre parti, c'est une exigence d'innovation. Et donc il ne s'agit pas de dire, après une nuit de conclave, avec la fumée blanche au petit matin, habemus scriptum. En général, c'est une motion en plus gros ou un dictionnaire en plus petit. Non, la bonne méthode consiste à donner notre vision du monde, avec des points de repères, avec des leviers, une action revendiquée, des orientations indiquées. Et de le faire d'une manière participative, comme nous l'avons fait d'ailleurs – il ne nous est pas interdit de le rappeler, ni même de le revendiquer – avec nos états généraux.

Voilà comment nous, le Parti socialiste, militants, sympathisants, sections, fédérations, avec les citoyens qui voudront contribuer, nous serons utiles à notre candidat à l'élection présidentielle et aux Français, en traitant, Jean-Christophe le disait tout à l'heure, un certain nombre de questions qui font sens pour le rendez-vous de 2017.

Précisément, c'est une démarche qui consiste à donner du sens, et pas à rédiger une somme. Il s'agit de forger la matrice du débat public en n'ignorant pas qu'au sein de notre société, le rapport de force n'est pas celui des années 60-70, et que le visage du monde n'est plus le même que celui des décennies récentes. Nous allons dire que dans une époque de bruit, dans une époque

de buzz, il y a une place réconfortante, rassurante, entraînant, pour les repères qui fondent les réponses. Nous sommes dans le réel, et donc quand nous dirons le pourquoi, nous dirons le comment. Et comme nous sommes fiers de nos valeurs, le possible ne sera pas séparé du souhaitable. C'est cela les Cahiers. Dire où nous voulons aller, pas seulement dans l'élection présidentielle, mais demain, après-demain.

Donc, sept cahiers et deux conventions. Le programme est ambitieux, le programme est sérieux.

POUR QUE LA FRANCE SOIT UN PAYS MOTEUR, UN PAYS LEADER DANS CE NOUVEAU MONDE, NOUS ALLONS FIXER NOS ORIENTATIONS POUR LE FUTUR.

Sur chaque enjeu, nous allons donner notre regard sur le monde et sur le moment, car en 2016, mes camarades, il ne s'agit plus de constater que le monde est global : il l'est depuis déjà longtemps, et d'ailleurs, il ne nous attendra pas, il ne nous attend pas. Le défi qui nous est posé, qui est posé à l'ensemble des formations politiques, est de dire ce qu'il y a dans le monde de neuf, d'inédit, avec ses périls mais aussi avec ses opportunités.

Et pour nous projeter, pour inscrire la gauche dans la durée, nous allons affirmer le sens de l'action engagée depuis 2012, la mettre en perspective : assainir pour reconstruire, redresser pour avancer.

Et, bien sûr, pour que la France soit un pays moteur, un pays leader dans ce nouveau monde, nous allons fixer nos orientations pour le futur. Parce que c'est à nous, c'est notre tâche historique aujourd'hui aux responsabilités, demain aux responsabilités, c'est notre tâche historique de répondre non pas à une crise, mais à une multiplicité de crises, de préparer l'après-crise, et d'y répondre en conjuguant tout à la fois l'économie, l'écologie, la justice sociale, la démocratie, en articulant l'État et les territoires, l'Europe et ses États, le monde et ses institutions. C'est cela la social-écologie qui est adossée au poing et la rose depuis l'adoption de notre charte pour le progrès humain. Donc du nouveau monde exactement, du nouveau monde précisément, il va être question.

Et mes camarades, les questions du monde qui vient doivent être dans nos débats. Ce qui vient, ce qui est déjà là, et je suis l'élu d'une des terres les plus industrielles du pays, c'est la quatrième révolution industrielle. Elle mêle les énergies renouvelables, le numérique, les objets connectés, l'intelligence artificielle, et elle vient percuter nos modes de production – l'actualité d'ailleurs récente le montre –, de consommation, de déplacement, avec des conséquences pour la médecine, le travail, les relations sociales, les échanges internationaux, dont personne ne peut mesurer à ce jour l'ampleur de l'impact.

Alors, évidemment, comme tout saut technologique, c'est à la fois une chance et un risque, et c'est le rôle de la politique de faire en sorte que ce saut technologique soit une nouvelle Renaissance plutôt qu'un nouveau Moyen âge. Et c'est pourquoi le premier cahier « *Entreprendre, travailler, s'accomplir* » jettera en mars, à partir de notre action, les bases d'une économie de la qualité, de l'innovation, de la coopération, de la régulation, et parce que dans ce monde la première des matières premières, c'est la matière grise, et parce que le premier devoir de l'école, c'est l'instruction, ce cahier sera inséparable de celui que nous consacrerons à « *Apprendre pour s'émanciper* ». Et entre ces deux cahiers, il y aura en avril le temps de la convention pour l'emploi et pour l'avenir.

Ce qui vient, ce qui est déjà là, c'est un monde complexe, connecté, confus, chaotique, avec le réchauffement climatique et le terrorisme djihadiste, menace pour la France, menace pour le monde. Le Premier ministre, hier, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale l'a dit avec beaucoup de force. Il y a aussi le dérèglement du système financier et monétaire, le dumping social ou environnemental, qui sert trop souvent de fausse règle du jeu au commerce international. Voilà le monde.

Et ce monde a besoin d'Europe, ça a été dit. Or, la voilà menacée de déconstruction alors que les générations précédentes avaient été celles de la construction. Elle est menacée de dislocation, menacée par les nationalistes faute de coopération entre les États ou de réactivité des institutions communautaires, qu'il s'agisse de la crise des réfugiés, qu'il s'agisse de Schengen, qu'il s'agisse de la zone euro, de la croissance, du chômage ou des négociations actuelles entre la Commission et Monsieur Cameron. Et

ce monde-là, il a besoin de règles, de multilatéralisme, d'unité face à l'obscurantisme, de coopération pour le développement. En juin, nous bâtissons un cahier « Donner force à l'Europe et donner sens au monde ».

Ce qui vient aussi, ce qui a été constaté ces dernières années et qui va s'amplifier, c'est un monde d'inégalités qu'il faut combattre. Mais pour avoir l'égalité réelle, il faut comprendre la réalité des inégalités. Nous y avons consacré dimanche dernier notre rassemblement des secrétaires de section à la Mutualité, avec la société civile. Il y avait des associations, des ONG, des syndicats, des entrepreneurs, il y avait des parlementaires, des élus locaux, et tout cela autour du rapport d'Émeric Bréhier.

Disons les choses clairement : depuis 2012, nous avons mené la bataille de la compétitivité parce que l'économie, le pays l'exigeaient, parce que la situation de la France l'exigeait. Et d'ailleurs, nos documents programmatiques pour l'alternance commençaient par le redressement et par la production. La priorité de 2016, c'est de convertir en embauches ces capacités d'investissement raffermissées ou rétablies des entreprises selon les secteurs. Pour nous, l'économie est au service du modèle social. Elle doit permettre de pérenniser le système social, car pour le pérenniser, il faut le financer et le moderniser. Pour qu'il soit efficace – c'est d'ailleurs un débat au sein de la gauche européenne – contre les inégalités telles qu'elles sont réellement vécues et réellement perçues, nous le voyons dans nos communes, nous le voyons sur le terrain, il faut comprendre que ces inégalités sont plus complexes qu'autrefois, quoique tout aussi inacceptables.

Pour les réduire, bien sûr il faut la redistribution, elle est indispensable,

même si le levier fiscal n'est pas le seul outil de la redistribution. Mais une réponse fondée exclusivement sur la redistribution est insuffisante. On a besoin de solutions davantage personnalisées, individualisées, décentralisées, comme par exemple l'est actuellement l'initiative « Territoire zéro chômeur de longue durée ». Voilà aussi pourquoi nous avons besoin de droits qui soient adossés aux individus et pas seulement à des statuts. C'est le sens du compte personnel d'activité que nous devons mettre en place cette année. Et ce sera le sens du cahier « Prendre soin des autres et de soi ».

Enfin, dans ce monde déjà là, nous devons renforcer et protéger la démocratie. Ce sera l'objet du cahier que nous publierons fin septembre et qui est indissociable de celui que nous proposerons également à l'automne, « Être français au XXI^e siècle ».

Pour nous, la France est une idée, une idée forgée par l'histoire, incarnée dans des valeurs : la liberté et d'abord la liberté d'expression ; l'égalité avec au cœur l'égalité entre les femmes et les hommes ; la fraternité qui n'est pas le communautarisme ; la laïcité qu'il faut défendre avec fermeté, parce que c'est notre joyau. Une idée portée par une langue, une culture, une littérature. La France est une grande idée qui n'est pas figée. Et l'adhésion à la communauté nationale, Bruno Le Roux avait raison, hier comme aujourd'hui, de le rappeler, c'est aussi l'adhésion à un contrat. Voilà pourquoi les deux cahiers avant celui sur les enjeux de la présidentielle seront consacrés à ces enjeux indissociables.

Je termine d'un mot, mes camarades, au-delà des cahiers, pour vous dire que pour faire gagner nos idées, il faut une feuille de route, mais il faut aussi une feuille de conduite.

Nous sommes un parti de gouvernement, nous sommes le parti au gouvernement. Alors parlons de la France, d'abord parce qu'elle nous regarde lorsque nous débattons, la France, qui est plus grande que chacune et chacun de nous.

Parlons aussi avec fierté de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons. Bien sûr il reste beaucoup à faire, mais évitons de dire, chaque fois qu'une réforme est engagée ou concrétisée, que ça ne va pas assez loin ou que ce n'est pas assez bien. Quand je vois l'accord mondial sur le climat à la COP 21 en décembre, quand je vois la protection maladie universelle et la complémentaire santé proposée à l'ensemble des salariés, c'était au mois de janvier, quand je vois avant-hier le premier versement de la prime d'activité que nous avons voulue pour les travailleurs modestes et ouverte aux 18-25 ans, eh bien, je me dis que nous devrions, dedans comme dehors, dire que nous sommes fiers de ces réussites. Pas parce que ce sont les nôtres, mais parce qu'elles sont pour les Français.

Enfin, parlons de l'avenir : il est temps de reconquérir le terrain dans les médias, dans les têtes, sur les marchés, face aux déclinistes, aux fatalistes, aux aquabonistes, qui étouffent le débat public. L'extrême-droite prône le repli national, la droite porte un projet de casse sociale ; raison de plus pour dire, nous, que notre projet, c'est la République laïque et sociale dans la mondialisation. La France est un grand pays, elle n'est pas une mélancolie ni une nostalgie.

Enfin, agissons avec hauteur et gravité, celles qu'exige le moment du pays, celles qu'exige l'exercice des responsabilités et quand nous utilisons la première personne, prenons la première personne du pluriel, disons « nous » plutôt que « je ». Je vous remercie.

“



”

VALÉRIE RABAUT

Chers camarades, cher Jean-Christophe, tu nous parles aujourd'hui de dépassement, mais ce qui nous guette, me semble-t-il, c'est le trépassement. Et éviter, mes chers camarades, ce trépassement, c'est parler des sujets qui inquiètent les Français, c'est entendre ce qui s'est dit, ce qui s'est passé aux élections régionales, avec l'entrée en force du Front national dans nos conseils régionaux.

naux. Et ce qui inquiète les Français aujourd'hui, c'est la situation économique, c'est l'emploi, c'est le pouvoir d'achat. Sur ce point, il me semble que le texte que tu nous proposes ne répond que partiellement à ces attentes. D'abord, sur le constat, il est écrit que le PS constaterait que les objectifs de croissance sont atteints. Alors, je ne sais pas à quels objectifs il est fait référence. Mais si je reprends ceux des 60 propositions, il me semble que nous sommes encore loin du compte. On est loin du compte sur cette question économique.

On est loin du compte aussi sur le pouvoir d'achat. Ce mot « pouvoir d'achat »

ne figure pas dans le texte qui nous est proposé aujourd'hui, et c'est pour cela que nous proposons notre amendement numéro 3, l'amendement numéro 3 de la motion D, La Fabrique, qui porte sur le pouvoir d'achat. Nous souhaitons, nous demandons qu'une commission nationale sur l'urgence sociale et économique soit créée afin qu'elle puisse présenter, à l'occasion de la prochaine loi de finances, un bouclier social.

Un bouclier social, c'est quoi ? C'est l'idée qu'il faut préserver le reste à vivre des Français. Ce reste à vivre, il vient une fois qu'on a le salaire, ses revenus, on en déduit l'ensemble des taxes qui peuvent

être payées, et j'insiste plus précisément sur les taxes locales qui ont connu une croissance exponentielle ces dernières années. Nous voulons que ce reste à vivre puisse être pris en compte. Nous voulons que nous puissions avoir un bilan précis de l'ensemble des taxes, et que pour un salaire donné, il puisse y avoir un reste à vivre décent pour l'ensemble des Français. C'est l'objet de cet amendement numéro 3 qui est présenté par La Fabrique, qui est au cœur de ce qu'attendent les Français, qui est au cœur de cette urgence sociale qui gronde sur l'ensemble

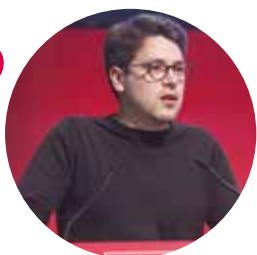
de nos territoires, qui fait que le Front national a marqué des points à l'occasion de ces dernières élections régionales, et qui fait que, c'est cet ADN de notre parti, cette force que nous avons été capables de porter de nombreuses années, qui fait que notre électorat pourra se retrouver, pourra se retrouver derrière nous, pourra se retrouver derrière notre candidat à l'élection présidentielle.

Ce bouclier social, il est indispensable aujourd'hui, indispensable pour que chaque Français puisse avoir un reste

à vivre décent, un reste à vivre qui lui permet de ne pas courir après les fins de mois, mais qui lui permet d'avoir un vrai résultat de la gauche, un résultat tangible, un résultat qui montre que la gauche que nous aimons, le Parti socialiste, agit.

Alors, je finirai par cette citation de François Mitterrand : « *La gauche n'a pas d'efficacité dans le déni d'elle-même mais la gauche a toujours une efficacité quand elle se bat pour le reste à vivre des Français.* »

“



”

BENJAMIN LUCAS

Chers camarades, nous nous retrouvons dans un moment important de l'histoire de notre pays, cela a été, et donc de la famille socialiste. En effet, rarement la gauche n'aura été aussi déchirée sur des débats essentiels. C'est dans ces moments de l'histoire qu'il faut garder sa boussole, et la seule boussole qui vaille pour nous, c'est celle de nos valeurs, c'est celle de nos convictions ou indignations, celle de cette volonté de transformer la société qui nous a fait un jour rejoindre la famille socialiste.

Nous, jeunes socialistes, avons, dès la rentrée, décidé très largement de nous opposer à l'extension de la déchéance de nationalité. Permettez-moi de vous dire que nous n'éprouvons aucun plaisir à mener, pour la première fois depuis 2012, une campagne qui s'oppose frontalement à une proposition issue de nos rangs, mais inspirée par d'autres. Mais voilà, il s'agit de nos valeurs, de notre attachement à refuser toutes les discriminations, tous les symboles qui blessent et qui divisent. Parce qu'il s'agit bien d'un symbole. Mais il ne s'agit pas que de cela.

Cette mesure qui accapare tous nos débats, qui sature l'espace médiatique, qui blesse et qui fracture la gauche et le pays, c'est une mesure qui ne sert strictement à rien. Et puis, et c'est le plus grave, cette mesure rajoute de la tension dans une société déjà ébranlée par les discriminations, par les haines et par les peurs. L'explosion du nombre d'actes anti-musulmans en est le triste révélateur.

Tous ces débats offrent des tribunes au délire des réactionnaires et des racistes qui ne veulent qu'une chose : légitimer les violences physiques ou symboliques

et les stigmatisations dont souffrent nos compatriotes musulmans. Et je veux ici citer Pierre Joxe qui, il y a quelques minutes de ça, à notre Conseil national des Jeunes socialistes, nous disant, sous forme d'encouragements, que toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui défendaient ces valeurs, ce message, seraient fiers d'eux dans vingt ans. Eh bien, je crois, mes camarades, que nous serons fiers de nous dans vingt ans, dans trente ans, d'avoir à ce moment-là de l'histoire, porté ces valeurs et ces positions.

FAIRE VIVRE LA RÉPUBLIQUE POUR TOUS, C'EST REMETTRE LA JEUNESSE AU COEUR DES DÉBATS CAR LES CHANGEMENTS QUE NOUS FAISONS FAÇONNERONT SON AVENIR.

Nous, nous voulons l'apaisement de la République. Pour cela, il faut retrouver de la raison. Retrouver la raison, c'est d'abord donner du sens aux mots. Nous invoquons sans cesse la République et on voudrait que les jeunes souvent défilent derrière elle un peu à marche forcée.

Face à tous ces discours paternalistes et parfois méprisants, souvent caricaturaux sur la réalité de la jeunesse, nos réponses seront simples : il n'y a pas meilleur enseignement de la République que sa traduction dans le concret, dans le réel. Alors, nous ferons campagne, nous, pour redonner du sens, oui, c'est une nécessité, mais aussi pour dire que notre génération veut vivre la République pour tous.

Nos propositions doivent être simples pour combattre les discriminations partout et tout le temps, pour réaffirmer aussi que l'égalité est la condition de la liberté. C'est cela le moteur des socialistes. C'est à partir de cette ana-

lyse qu'à travers l'histoire nous avons pu réaliser de grandes transformations dans la société. Nous dirons que servir la République pour tous, c'est le retour des services publics, patrimoine commun, c'est l'école qui permet de s'échapper d'un destin tracé à l'avance, c'est la possibilité de se loger, de se soigner, de pouvoir s'émanciper. C'est aussi combattre les préjugés et les discriminations sur les personnes les plus pauvres. Et je crois que nous serons rassemblés pour dénoncer ce qui se passe aujourd'hui dans le département du Haut-Rhin, où la droite veut obliger les allocataires du RSA à travailler sept heures.

Faire vivre la République pour tous, chers camarades, c'est aussi relancer la priorité jeunesse et remettre la jeunesse, ma génération, au cœur des débats car les changements que nous faisons façonneront son avenir. Et c'est ce que nous savons faire quand nous le voulons. Et la prime d'activité, très belle initiative, qui redonne du pouvoir d'achat, qui est une mesure de justice sociale, a connu ses premiers versements hier, et nous l'avons salué. C'est ce que nous faisons en adaptant les rythmes scolaires aux élèves, au bien-être des élèves à de l'école, c'est ce que nous faisons avec la garantie jeune.

Les jeunes, mes camarades, sont les premières victimes de la pauvreté. C'est à ce combat que nous voulons consacrer notre énergie une fois la bataille de la République pour tous menée. Il est le prolongement logique de cela parce que la question sociale est centrale aujourd'hui dans notre débat, parce que le cœur du socialisme, c'est de vouloir réduire les inégalités, c'est l'aspiration à l'égalité. Sur ce sujet également, nous aurons à travailler, à réfléchir, pour tous les moyens de réduire la misère dans ce pays, de briser la reproduction sociale et de faire qu'enfin, avec les minima sociaux, on puisse vivre au-dessus du seuil de pauvreté. Et je veux de ce point de

vue saluer l'initiative qui a été prise par le Premier secrétaire et le parti de notre réunion de dimanche dernier, qui nous a apporté beaucoup en termes de débats et de qualité dans les interventions de la société en mouvement qui s'y exprimait.

Retrouver le chemin de la justice sociale, c'est aussi refuser que huit salariés en lutte soient condamnés à la prison ferme, je parle des Goodyear, alors qu'ils ont incarné un combat exemplaire depuis des

années. Tous ces combats pour la justice et l'égalité, ce sont aussi des moyens de rassembler la gauche. Et le rassemblement de la gauche, c'est une condition de sa victoire et de son succès. Et c'est aussi la condition de la création d'un nouveau modèle de société.

Et je finirai par-là, le modèle que nous voulons est juste et solidaire. Il comprend que le monde a changé - qui pourrait le nier ? -, qu'il faut partager le travail, d'où

notre attachement aux 35 heures. Qui veut protéger les salariés des nouvelles souffrances et pas les fragiliser dans leur entreprise ou face au licenciement. Et on entend beaucoup dire ces derniers jours que le Code du travail serait trop lourd. Moi, mes camarades, je n'ai entendu personne dire que le Code civil ou le Code pénal était trop lourd. À chaque fois qu'il y a des droits, c'est une protection en plus pour les plus faibles. C'est ça aussi le message de la gauche.

“



”

MARIE-NOËLLE LIENEMANN

tu es né Français sur le territoire national avec lequel notre nation fait toujours un pari positif. Et à partir du moment où on engage cela, nous reprenons le mauvais versant qui a pu parfois apparaître dans notre pays. Peu de doutes pour l'immédiat, beaucoup d'inquiétudes pour l'avenir. Pour que les crises à nouveau puissent s'accompagner de nouvelles dérives que nous avons vues, même dans ce berceau des droits de l'Homme qu'est la France.

Alors oui, cette question de la déchéance nationale, elle est symbolique. Mais nous n'avons pas choisi le bon symbole. Le bon symbole, c'est quand des terroristes attaquent la France, elle ne touche pas à sa Constitution parce qu'elle ne touche pas à ses principes. Voilà le bon symbole. Le bon symbole, c'est que nous préférons ce qu'a choisi De Gaulle après l'ignominie des collaborateurs, nous préférons assumer qu'on reste Français mais qu'on est indigne de la République, de ses droits et de ses garanties.

C'était l'indignité nationale, et on nous a fait des tas d'analyses sur les sondages. Aujourd'hui, deux tiers des Français privilégient l'indignité nationale par rap-

port à la déchéance nationale. Mais par ailleurs, on ne fait pas ces choix idéologiques sur des sondages.

Donc, tu nous parles de feuille de route, tu nous parles d'idéologie, Guillaume, mais on est en plein dans le cœur de l'idéologie. La question de la République comme matrice de la nation française est la question centrale par rapport à la République identitaire. Et tous les coups de canifs qui vont là-dessus posent problème.

Il faut l'union nationale, d'accord, mais quand c'est un président de gauche, la base de l'union nationale, ce n'est pas de se rallier aux positions de la droite. Parce que si au nom de l'unité nationale, un camp de la France doit abandonner son identité, ça ne s'appelle pas l'unité. Le rassemblement de la nation pouvait se faire dans la mobilisation de tous nos moyens juridiques, financiers, humains, au service de la lutte contre le terrorisme. Il ne pouvait pas demander le reniement d'une partie par rapport à l'autre. Donc moi, je pense que le président doit acter qu'il n'y a pas rassemblement national sur cette affaire, et que ce n'est même pas une question de majorité de trois



cinquièmes ou pas ; il a voulu fédérer le pays, le sujet ne fédère pas, il est tout à fait possible peut-être de se fédérer sur l'indignité nationale, et en tout cas, privilégier le rassemblement à l'idée que l'autorité serait menacée parce qu'on tient compte de l'opinion du peuple. Premier point qui, dans la feuille de route, pèse. Deuxième point dans la feuille de route : oui, la France est une grande nation.

Quand François Mitterrand nous a quittés comme président de la République, la France était au 2e rang pour l'indice du développement humain dans le monde. Deuxième rang dans les calculs de l'ONU. Nous sommes aujourd'hui au 22e rang, et nous avons perdu deux rangs en un an. Alors, la grande nation, la grande nation des droits de l'Homme, ça ne doit pas être une grande nation capable d'être au niveau de l'indice du développement humain parmi les premiers ?

Comment accepter qu'un gouvernement, notre gouvernement, mandaté pour redresser la France, pour défendre notre modèle social, voit reculer si brutalement son rang dans l'ordre du développement humain ? Et encore, on nous dirait si du point de vue économique : attendez, les gars, il faut d'abord requinquer la situation économique...

Croissance inférieure à la moyenne européenne, difficultés d'exportation qui ne font que croître et embellir. On peut se réjouir des marges des entreprises mais, pendant les mêmes marges reconquises de Sanofi, ils licencient à tour de bras. Vallourec a eu plein de marges, il va quitter les sites français pour les sites allemands. Est-ce que la France est redressée économiquement ? Hélas, pas non plus.

Donc je ne propose pas aujourd'hui de reprendre ce débat, mais le fait qu'il n'ait jamais eu lieu sérieusement entre nous fait qu'on peut parler de ce qu'on veut, du dépassement du parti, se pose la question de sa réalité.

Premièrement, nous avons assumé un échec flagrant à deux élections, trois élections successives. Nous n'avons pas eu de CN pour analyser les raisons de notre défaite. Ah, c'est tout de la faute des autres, ça va de soi. Deuxièmement, notre parti est contourné par l'exécutif. Je n'ai pas voté la motion majoritaire, j'ai voté les décisions récentes sur la révision du pacte, en tout cas sa réorientation. J'ai vu les votes qu'il y a eu au parti sur la déchéance. Quand avons-nous été entendus ? Alors on peut faire les pirouettes verbales : « Oui, on a été... » Non.

Troisièmement, on veut se dépasser. Crois-tu, Jean-Christophe, que trois ou quatre intellectuels, aussi amis qu'ils puissent être, vont combler l'hémorragie militante qu'on est en train de vivre ? Et puis, ne faisons pas comme l'Europe : à vouloir nous élargir sans nous consolider, nous finissons pas tuer la belle idée que nous reportons et affaiblir ce que nous sommes.

Alors, une alliance avec les forces de gauche, oui. Mais faire croire qu'on va contourner la question des alliances politiques avec les forces de gauche et les mouvements de gauche par un pseudo élargissement de notre parti en pleine crise, avec ses militants qui partent en pelletées, je m'excuse, c'est une fuite en avant. Tous les débats qui visent à faire une fuite en avant dans l'action, dans les pseudo conventions dont tu nous dit toi-même qu'après, les candidats n'ont pas l'air de s'en préoccuper, et ça, ça me heurte, je me pose la question de comment avons-nous du poids sur les événements. Et pour avoir du poids sur les événements, il y a deux chemins immédiats : refuser la déchéance, imposer des primaires, parce que, à ce moment-là, le peuple sera à nouveau au rendez-vous du débat sur l'avenir de la France et l'avenir de la Gauche.

“



”

DIDIER GUILLAUME

liste, comme il l'a déjà fait, peut avancer. Donc ce texte me va tout à fait, mon cher Jean-Christophe, et si j'étais membre titulaire du Conseil national, je le voterais avec enthousiasme. Non, ce n'est pas une demande, mais je le dis.

Mais il y a deux choses à l'intérieur qui pourraient évoluer, me semble-t-il. Alors un petit peu de technique, je sais que le Sénat et les sénatoriales intéressent peu de camarades, sauf quelques-uns qui voudraient y arriver après une carrière de député, mais il faudrait peut-être mettre dans notre programme de travail la désignation également des candidats aux sénatoriales, puisqu'en septembre prochain, il y aura des sénatoriales.

Et puis, comme je suis un vieux nostalgique, Jean-Christophe, je te le dis franchement, je préfère La Rochelle à Nantes, parce que ça nous rappelle beaucoup de choses. Et je pense que pour plein de camarades, pour la rentrée, ce serait quelque chose de très bien. Mais je vois qu'il y a au moins une camarade qui a déjà réservé sa chambre pour le mois d'août, il faudra annuler et essayer de trouver un hôtel à Nantes.

Non, la motion que nous devrions faire, mes chers amis, mes chers camarades, la seule motion qui vaille aujourd'hui,

c'est une motion de soutien au chef de l'État, au président de la République, c'est une motion de soutien au gouvernement, oui, parce que nous sommes le parti majoritaire, parce que nous sommes ceux qui le défendons, et si nous, nous ne faisons même pas cela, si nous, nous ne sommes pas ceux qui défendons le gouvernement, qui promouvons les actions, alors qui d'autre le fera ? Et je trouve que ça manque, que ça manque dans les travaux du Conseil national, et que ça manque en règle générale au Parti socialiste. Pourquoi ? Parce que bien sûr, on peut toujours dire qu'il n'y a pas assez de ceci, pas assez de cela.

Mais enfin, moi, il y a une date qui m'importe, ce n'est pas le 19 septembre, c'est le 6 décembre. Et le 6 décembre, c'était le premier tour des élections régionales, et nous avons tous été secoués, secoués par la forte abstention, secoués par le fort taux du Front national, mais secoués aussi de voir qu'à notre gauche, les partis plus à gauche ne faisaient pas de voix aux élections. Ce n'est donc pas une demande de notre électorat d'aller plus à gauche, plus à l'extrême gauche. Ce qu'ils veulent, c'est une gauche réaliste, et peut-être une gauche qui soit un peu plus en phase encore avec la population. C'est la raison pour laquelle lorsque

Merci mes chers camarades. Le texte que propose le Premier secrétaire me va dans ses trois points. D'abord, je pense qu'il est indispensable de nous élargir, de nous dépasser et d'aller vers l'alliance populaire. C'est la seule façon d'élargir notre base, et je ne crois absolument pas que cela fera fuir des militants, mais bien au contraire, cela confortera l'idée que l'on se fait de la gauche.

Le deuxième point sur les cahiers de la présidentielle, ils me semblent indispensables, cher Guillaume. Comment aller à la présidentielle sans travailler au fond, sans travailler sur notre corpus idéologique, sans faire une grande manifestation nationale où on pourra interroger des citoyens, des femmes et des hommes de gauche ? Ce ne sont pas deux ou trois intellectuels amis, mais il y a dans ce pays encore des femmes et des hommes qui veulent travailler avec nous.

Et enfin, évidemment, le travail sur le précaire, 14 millions de personnes, est indispensable. Et là, le Parti socia-

dans le dernier budget nous avons baissé les impôts pour 8,5 millions de foyers fiscaux, et Guillaume tout à l'heure a retracé la prime d'activité, etc., c'était bien mieux, me semble-t-il, qu'une autre mesure. Tout cela va dans le bon sens, mais défendons-le. Défendons-le.

Et donc, j'en viens à ma conclusion pour dire que dans les semaines qui viennent, il y aura encore beaucoup de débats. Il y a le débat sur la déchéance, il y a le débat sur les primaires. Je pense que le devoir des socialistes au pouvoir, c'est certes d'avoir leurs convictions et de les défendre, mais enfin, quand j'entends ici au Conseil national « *crétinisme* », quand j'entends que nous allons tous mourir, quand j'entends que rien ne va, quand j'entends que nous changeons de modèle, oui la France est un grand pays, et sans la France, la Grèce ne serait peut-être plus en Europe.

Oui, la France est un grand pays, et sans la France, peut-être il ne se passerait pas les mêmes choses au bord de la Méditerranée. Et oui, la France est un grand pays, et ce grand pays est géré par de grands dirigeants qui permettent à la fois de prendre en compte la sécurité de nos

concitoyens et à la fois de regarder ce qui se passe au niveau de la population. On nous dit, lors de réformes économiques, que nous ne sommes pas en phase avec la population, et on nous dit lors du débat sur la déchéance, parce que nous sommes en phase avec la population, que nous faisons du populisme.

Je crois vraiment qu'il faut que nous, responsables socialistes, que nous, les militants, responsables de section, la semaine dernière, l'assemblée générale des premiers fédéraux était excellente, je crois que nous avons besoin d'avancer sur la feuille de route, Jean-Christophe, que tu proposes.

Nous avons besoin d'apaiser nos débats, de ne pas penser qu'il y a ceux qui ne comprendraient rien à la société, qui seraient sourds et aveugles, et ceux qui avanceraient et qui seraient modernes, parce que nous avons tous ces débats dans nos circonscriptions, que lorsque nous rencontrons un patron de PME ou de TPE, comme on voit chez nous, en zone rurale, même en zone urbaine, ils se félicitent tous du CICE, et nous aussi, qui que nous soyons, nous leur disons : « *Nous vous aidons pour avancer.* »

Maintenant, il y a à mon avis deux objectifs sur lesquels le gouvernement et nous-mêmes devons avancer fortement. Un, c'est une demande d'une Europe forte, d'une Europe qui ne soit pas ultra-libérale, et d'une Europe que nous arriverions à pouvoir faire évoluer.

Et la deuxième chose, c'est nous adresser aux Françaises et aux Français, leur expliquer la difficulté de la situation, mais leur démontrer aussi que les socialistes ne passent pas leur temps à se diviser, ne passent pas leur temps à sortir des petites phrases sur Twitter ou sur Facebook, mais passent leur temps à se préoccuper d'eux. Parce que les Françaises et les Français que je rencontre, moi, dans mon département, ont plutôt le sentiment, non pas que le PS est mort, mais que les hommes politiques pensent plus à eux, à la télévision qu'à la base. Et c'est la raison pour laquelle je pense que le PS n'est pas mort, il doit se dépasser, je pense que la France a encore de l'avenir, mais il faut que le gouvernement soit soutenu, et je pense que nous, hommes et femmes, femmes et hommes, responsables politiques socialistes, nous avons encore la possibilité d'entraîner, encore faut-il le vouloir. Merci.

“



”

AURÉLIEN BERNICCHIA

Mes chers camarades. Aurélien Bernicchia, je suis de Seine-et-Marne, et ça me permet tout de suite, du coup, de saluer un camarade, et on n'en a pas beaucoup parlé, qui est Amine El Khatmi, qui a fait un passage en Seine-et-Marne, et qui a été victime d'attaques aussi injustes qu'ignobles, et il est important de saluer ce camarade valeureux de la Fabrique. Et du Parti socialiste évidemment.

Il y a dix ans presque jour pour jour, la jeunesse de France avait fait descendre dans la rue pratiquement trois millions de personnes contre la précarisation organisée de son avenir. Malgré ce mouvement à l'ampleur historique, et c'est un mouvement qui a été victorieux, il faut le rappeler, la droite devait emporter l'élection présidentielle. Heureusement, dans les territoires qui étaient alors majoritairement à gauche, la gauche justement, unie, souvent, luttait contre cette précarisation que l'on nous promettait.

La gauche mettait en place des boucliers sociaux, la gauche organisait la solidarité et la redistribution des richesses. Au

jourd'hui, nos concitoyens, jeunes en tête, sont écrasés par la précarité. Partout, les taxes locales explosent, bien souvent elles sont l'œuvre de la droite, comme l'a rappelé Valérie Rabault, et donc nous sommes écrasés par la précarité, la précarité au niveau de la santé, la précarité au niveau de l'emploi, et la précarité au niveau du chômage.

En Seine-et-Marne, par exemple, je vais prendre un exemple très rapide, le Conseil départemental a démoli en quelques mois, en même pas un an, dix ans de politique de justice sociale que la gauche avait mise en place. Le Conseil départemental de droite a par exemple supprimé la gratuité des transports scolaires pour l'ensemble des élèves, des collégiens et des lycéens, ce qui représente notamment pour certaines familles plus de 2000 % d'augmentation des frais de transport.

Et donc face à cette angoisse du déclassement, la seule réponse qu'on entend en ce moment dans notre famille, quasiment la seule, c'est la dégressivité des indemnités du chômage. Alors moi, ça m'interpelle, j'espère que ça vous interpelle aussi, camarades, nous ne sommes pas des libéraux, et il est urgent de réagir. Le camarade Cambadélis nous a invités à travailler sur le précaire, donc nous prenons note, la Fabrique socialiste prendra

sa part dans ce travail. Nous avons notamment proposé beaucoup de choses, Valérie l'a rappelé, comme l'instauration du Reste à vivre garanti. Et nous continuerons à le faire dans le cadre, on l'espère, des cahiers que tu nous as proposé cher Jean-Christophe.

Mais j'aimerais aussi attirer votre attention sur l'année qui s'ouvre à nous. 2016 sera, si nous n'en faisons rien, une année préemptée par la droite puisque, vous le savez tous, médiatiquement en tout cas, la droite organisera sa primaire, et nous devons donc réagir pour remettre les idées de gauche au centre du débat. Pour cela, il faut que nous nous organisions en conséquence et nous devons réunir nos instances nationales aussi souvent que possible pour faire émerger les idées de gauche dans ce débat.

Le seul moyen de régler nos différends avec nos camarades des autres partis, des partis frères, c'est la primaire. Si nous choisissons cette voie, nous ne devons absolument pas rater ce moment et nous donner tous les moyens possibles pour le réussir. Nous devons mettre toutes les chances de notre côté et nous organiser en conséquence. Peu importe le candidat que nous désignerons, même si nous avons un candidat naturel, il gagnera cette primaire et nous gagnerons la présidentielle. Je vous remercie.

“



”

LAURENT BAUMEL

Parti socialiste est officiellement pour la primaire. C'est dans ses statuts et c'est même le parti qui, dans la vie politique françaises, a inventé la primaire. Et la primaire de 2011 fut une belle primaire.

Pourquoi ne la ferions-nous pas aujourd'hui ? Parce que nous avons un président sortant et que, comme disent ou écrivent certains camarades, le président ne va quand même pas s'abaisser à venir débattre avec d'autres camarades de sa famille politique ? Non, nous sommes pour la primaire, c'est une position de principe, c'est une position de fond, et comme l'ont rappelé certains camarades avant nous, c'est également notre intérêt stratégique car chacun voit bien que l'existence même d'une primaire, de toute la gauche si possible, sera la condition, non seulement pour essayer d'arriver à un nombre limité de candidatures et nous qualifier dans la perspective du tripartisme, mais ce sera une condition aussi pour créer une dynamique politique, vider les débats que ce quinquennat aura créé, et retrouver peut-être ensemble une convergence autour de la question de savoir à quoi sert que la gauche exerce le pouvoir. Et puis, je propose d'appliquer cette position sur la déchéance de nationalité. Écoutez, la déchéance de nationalité, tous les socialistes sont contre.

Il suffit de voir le débat dans les fédérations, il suffit de voir les débats dans les instances, au groupe socialiste, dans le bureau national, partout où cette question a été évoquée, il y a une position majoritaire de malaise, pour le moins, de malaise à l'égard de cette question parce que soit on va vers la question de l'inégalité entre des catégories de Français, soit on va vers la question de l'apatridie, et dans tous les cas, les socialistes ne peuvent pas se reconnaître dans ce processus. Pourquoi en sommes-nous là ? Parce que le président qui, par ailleurs,

avait fait un grand discours à Versailles, qui, par ailleurs, s'était hissé au niveau de l'enjeu, c'est-à-dire la protection de la nation face au terrorisme, a fait une erreur sur ce sujet.

Erreur qui est d'ailleurs elle-même liée à la V^e République, c'est-à-dire à l'exercice solitaire du pouvoir car, dans l'exercice solitaire du pouvoir, le président de la République n'a pas été en mesure de sentir ce qu'allait être la sensibilité de la gauche, et pas simplement du Parti socialiste, mais aussi de la gauche culturelle, la gauche associative, dont Jean-Christophe et nous-mêmes avons besoin pour réaliser cette belle alliance populaire dont tu parles.

Eh bien, dont acte, le président de la République a fait une erreur, comportons-nous comme si nous étions dans un vrai régime parlementaire : dans un régime parlementaire, l'incapacité de réunir une coalition sur une idée qui ne fonctionne pas conduit le dirigeant à la retirer. Retirons-la.

Et nous, Parti socialiste, soyons aujourd'hui, non pas dans l'intériorisation de l'infailibilité supposée d'une parole présidentielle à laquelle plus personne ne croit depuis Jacques Chirac dans ce pays, mais soyons dans l'expression et l'affirmation de notre propre conviction. Voilà, chers camarades, ce que moi, cet après-midi, pardon, je voulais vous dire. Il y a une feuille de route, elle est valable, elle a un sens mais si nous ne réglons pas aujourd'hui ces deux questions fondamentales de la primaire, de la déchéance de nationalité, si nous ne sortons pas, dans les jours et les semaines qui viennent, avec des positions autonomes et claires du Parti socialiste sur ces questions, je crains bien que la feuille de route, quel que soit son intérêt, soit réellement difficile à mettre en œuvre. Je vous remercie.

Chers camarades, les mois et les années qui ont suivi le 21 avril 2002, nous avons été assez nombreux à dire que, peut-être, nous avons commis à cette époque une erreur en rétablissant le calendrier électoral, que nous avons peut-être manqué une occasion de restaurer une République plus parlementaire et de sortir de ce régime de la V^e République qui, certes, convenait à François Mitterrand, mais qui n'est pas tout à fait l'idéal démocratique que nous portons. Et je suis convaincu d'ailleurs que le jour où nous reviendrons dans l'opposition, et ce jour arrivera, nous dirons de nouveau que nous sommes favorables à une République parlementaire où le Parlement joue un rôle plus important, où les partis sont plus autonomes, que nous dirons, que nous écrirons dans les textes dont Guillaume Bachelay parlait, que nous sommes favorables à l'intelligence collective plutôt qu'à l'exercice solitaire du pouvoir.

Et comme je suis persuadé que nous dirons cela à nouveau, je vous propose par anticipation, partant de l'idée que ce qui est vrai dans l'opposition devrait être vrai lorsque nous exerçons le pouvoir, que la monarchie ne devient pas sympathique parce que le monarque est socialiste, je vous propose de nous comporter cet après-midi comme un parti qui considère en effet qu'il a des positions autonomes fortes, et que ces positions sont plus importantes que l'intériorisation des contraintes supposées de la V^e République.

Je vous propose d'appliquer cette position sur la question de la primaire. Le



“



”

CHRISTOPHE BORGEL

Bien, mes camarades, tout d'abord, permettez-moi, à la suite de notre camarade de la motion D qui a salué notre camarade adjoint au maire d'Avignon, à mon tour, de lui adresser un salut amical et de lui dire que son combat est le nôtre et que la manière dont il le mène est la nôtre, et que combattre pour la laïcité, c'est aussi ça, et que c'est plus difficile, sans doute, quand on s'appelle Amine El Khatmi que quand on s'appelle Christophe Borgel. Et donc, merci pour ce combat.

Mes camarades, on ne va pas refaire tous les débats à chaque moment sur chaque sujet. Alors, je voudrais reprendre trois sujets rapidement, qui ont été évoqués à cette tribune. D'abord, la déchéance de nationalité, et le projet de loi portant révision de la Constitution qui est entré en discussion à l'Assemblée nationale hier. Le Parti socialiste a affirmé une position, il a affirmé une position en cherchant, comme le fait à chaque fois notre Premier secrétaire, un chemin qui est de nature à rassembler le maximum de socialistes. Il y avait ceux qui étaient opposés à toute mise au ban de la communauté nationale, et c'est respectable. Certains l'ont dit à cette tribune. Il y avait eux qui préféraient telle ou telle forme, l'indignité, dont j'ai vu qu'elle aurait été moins combattue par nous hier que la déchéance de nationalité ; soyons honnêtes entre nous, elle l'a été tout autant chaque fois que d'autres l'ont proposée.

Mais il y a un élément qui rassemblait largement les socialistes, quelles que soient les nuances entre eux, c'est le refus que dans cette mise au ban de la communauté nationale, on puisse distinguer les Français en fonction de la manière dont ils sont français. Et sur ce point, on ne peut pas dire le contraire, le Parti socialiste, le groupe socialiste, a été entendu par le gouvernement. Et chacun le sait, il a non seulement été entendu dans le texte de l'article 2, mais il aura la main dans la loi d'application pour que celle-ci ne contredise pas le nouveau texte de l'article 2 qui a été présenté hier à l'Assemblée nationale après le débat en Commission des lois par le Premier ministre.

Et nous le faisons sans nous exonérer des engagements de la France vis-à-vis de la Convention de 61 sur l'apatridie. Et nous le faisons avec une autre condition qu'avait mise en avant Jean-Christophe

Cambadélis, c'est que ce soit un juge judiciaire qui ait la main, et non pas un décret du ministère de l'Intérieur comme c'est le cas aujourd'hui pour les cas de déchéances de nationalité qui sont prises. Je le dis, mes camarades, et je te le dis, Christian, en amitié, je crois, je comprends ta position, et tu l'as rappelée, tu l'as défendue, et honnêtement, dans ce débat, il nous traverse de façon suffisamment variée et différente, y compris au sein des motions.

Il n'est pas vrai que dans les fédérations, il y a une espèce de vague et une unanimité comme ça. Il y a seize fédérations qui ont fait des motions, quelques dizaines de sections, et vous avez des fédérations et des secrétaires de section qui partagent le point de vue de l'exécutif, ils sont aussi nombreux, c'est pour ça que ce débat, il faut le mener, l'accepter. Mais l'idée qu'on émette un vote au CN pose deux problèmes, à mon avis.

Le premier, c'est refuser d'enregistrer ce qu'a obtenu, dans ce débat, le Parti socialiste, qui doit nous permettre de dire à tous ceux, et nous savons tous, pas dans la gauche électorale, mais dans la gauche militante, dans la gauche engagée au sens large, que si nous leur disons, nous donnons le sentiment que rien n'a avancé, que rien n'a été entendu, nous ne faisons qu'accroître la distance, mes camarades, mais ce n'est pas notre responsabilité. La responsabilité du parti, c'est à chaque moment, y compris dans les moments de difficulté de l'exercice du pouvoir. Comment nous continuons à permettre le lien dans l'ensemble de la gauche ? Comment nous montrons à ceux qui exercent la voix critique que nous sommes en capacité de les faire entendre, même sur un certain nombre de sujets complexes. Ça, c'est pour le fond.

IL Y A UN ÉLÉMENT QUI RASSEMBLAIT LES SOCIALISTES, C'EST LE REFUS QUE DANS CETTE MISE AU BAN DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE ON DISTINGUE LES FRANÇAIS.

Je pense que nous devons dire collectivement, quelles que soient nos nuances encore avec le texte, sur le cœur, notre refus de voir une différence de traitement selon la manière dont les Français sont français, nous avons été entendus. Et puis, sur la forme, mes camarades, dans nos statuts, ce n'est pas un point que je partage de nos statuts, il y en a d'autres à plusieurs moments, quand on réformait nos statuts, je disais : attention, évitons

de mettre dans nos statuts des choses qu'on aura du mal à faire appliquer. J'y reviendrai sur la primaire.

Mais dans nos statuts, il est dit qu'il y a un mandat impératif quand le Conseil national vote pour les parlementaires. Moi, je n'y suis pas favorable parce que je ne suis pas pour le mandat impératif, je suis pour les votes au groupe et je suis pour que le parti prenne ses positions, mais ce n'est pas ma conception de la vie parlementaire. Mais enfin, ça existe ! Imaginons que j'ai perdu la possibilité de prévoir ce que va donner un vote devant le Conseil national du Parti socialiste, je ne sais pas dans quel sens ça tombe, le vote, on met la motion, en tout état de cause, je sais qu'à l'assemblée, il y a des camarades qui vont voter, quel que soit le résultat du vote sur la motion. Il y a des camarades qui vont voter pour le texte du gouvernement, et d'autres qui, à première vue, pour ce que j'entends, n'ont pas l'intention de voter pour le texte du gouvernement.

Si on votait cette motion, mes camarades, ça veut dire qu'à l'issue du vote à l'Assemblée nationale, il y a plusieurs dizaines de députés socialistes que nous mettons, par ce vote, en situation d'être mis en dehors du Parti socialiste. Dans ce débat, mais Christian, on ne peut pas dire, vous le ferez, on est collectivement responsables. Dans ce débat, nous avons cherché un chemin qui permette aux Français qui doutaient que le Parti socialiste obtenait des choses. Dans ce débat, nous avons cherché de la souplesse, dans le débat à l'Assemblée nationale et à chaque moment, au groupe comme au Bureau national, le débat était de grande tenue. Et donc, je nous suggère, plutôt que d'essayer à toutes fins, on peut chercher des combinaisons dans les Conseils nationaux, sur ce sujet-là, de rester sur les positions qui nous avaient rassemblés au Bureau national, d'exigence vis-à-vis du gouvernement et qui ont trouvé leur sens.

Plus rapidement, sur les deux autres sujets. Sur la primaire, mes chers camarades, il faut l'aborder avec volonté que cette primaire ait lieu et il n'y a pas de suprême habileté. Honnêtement, s'il y a un dispositif, un chemin, dans l'état de division de la gauche, qui nous permette d'être sûrs, j'entends des camarades dire : « Il y aura la primaire, on la gagnera, il y aura la victoire derrière. » C'est un peu réducteur, me semble-t-il, par rapport à la crise politique que connaît notre pays, mais s'il y a un chemin qui nous permet d'être sûrs que nous allons voir un candidat unique de la gauche, c'est-à-dire la garantie d'être non seulement en tête du

premier tour, mais en situation d'aborder le second tour en force, honnêtement, pourquoi refuser de l'emprunter ? Mais nous voyons bien qu'on n'est pas dans une réalité aussi simple, où il suffirait que le Parti socialiste dise : « On y va, on l'organise. », pour que tout le monde vienne se rassembler.

Et je suis d'accord, il ne faut pas donner de droit de veto à Jean-Luc Mélenchon, Christian, mais il n'y a pas que Jean-Luc Mélenchon ! Enfin, Pierre Laurent a dit que, pourquoi pas mais sans François Hollande ! Mon homologue chez les Verts, David Cormand, il a dit que l'objet de la primaire, c'était de définir l'espace entre François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. Clémentine Autain, elle a dit qu'il fallait qu'il y ait tout le monde à la primaire, mais que François Hollande n'était plus de gauche. Et ainsi de suite, on pourrait les décliner. Alors, est-ce qu'au nom de toutes ces prises de position de tel ou tel acteur de la gauche, nous devrions fermer la porte à la primaire ? Eh bien, non !

J'ai entendu l'amendement de nos camarades de la motion D. Moi, je le dis, tout ce qui peut être des gestes qui montrent

notre bonne volonté, c'est bon à prendre. Attention à des formulations qui donneraient le sentiment que nous mettons la main sur l'organisation de la primaire. Attention. Donc, sur la formulation, non pas sur l'idée, moi, tout ce qui peut donner le sentiment qu'on est ouvert, c'est bon à prendre. Mais sans naïveté. Si l'idée, comme l'ont suggéré certains, en conseillant à nos adhérents d'attaquer le Parti socialiste en justice, ce qui est une bonne manière de rassembler, toujours, bonne manière de rassembler, c'est d'avoir les militants du Parti socialiste, l'argent du Parti socialiste, le savoir-faire du Parti socialiste pour une primaire qui a un objet, c'est de dézinguer celui qui pourrait être le candidat du Parti socialiste, je ne vois pas franchement notre intérêt de nous prêter à ce petit jeu.

Enfin, dernier mot et j'en termine, de deux phrases. Sur l'alliance populaire et le dépassement, moi, je suis d'accord, pas avec les camarades qui ont dit que le Parti socialiste était près de dépasser parce que, je veux bien toutes les critiques, mes camarades, mais enfin, de tribune en tribune, certains nous parlent des autres, personne n'est bien dans la

vie politique de ce pays. On est quand même plutôt mieux que les autres. Est-ce que ça doit nous satisfaire ? Pas simplement. Donc, oui, il faut réveiller le Parti socialiste, par tous les bouts.

Le travail acharné de nos secrétaires de sections et de nos premiers fédéraux pour garder nos adhérents, et ça compte ! Et ça compte, dans les difficultés que nous avons, dans les fédérations où les premiers fédéraux font ce travail, on garde nos adhérents, c'est un travail acharné. La bataille des idées, Guillaume nous en a parlé, le combat contre la droite, l'expression de soutien aux mesures utiles et fortes que prend l'exécutif, le dialogue avec l'exécutif, par tous les moyens, il faut le réveiller.

Mais je ne vois pas pourquoi on opposerait ce travail pour redonner de la vigueur à notre parti, et son dépassement parce que, n'oublions pas que dans cette bagarre de rassemblement, on le fait sur fond d'un rapport de crise de nos concitoyens vis-à-vis de la politique. Et donc, la simple vieille photo de famille de la gauche ne suffira pas à créer une dynamique, mes camarades.

“



”

ANNIE GUILLEMOT

C'est vrai que les femmes ne sont pas des hommes comme les autres. Comme l'a dit notre premier secrétaire, en ces temps difficiles et complexes, car oui, ces temps sont difficiles et complexes, et ici, personne ne les a oubliés, les attentats, les victimes, personne ne les oublie, et personne ne les oubliera, et je crois que nous serons tous derrière le gouvernement, et le président de la République qui a pris des mesures adaptées et qui correspondaient à la situation.

Nous sommes beaucoup dans cette salle, depuis longtemps, à militer pour le Parti socialiste, pour porter les valeurs qui nous rassemblent, les valeurs de la gauche, entourés de militants qui ont investi beaucoup dans leur vie. Et nous en avons connu des crises, nous en avons connu aussi des défaites, des batailles perdues, des batailles gagnées, mais aussi l'envie de voir notre pays progresser avec l'ensemble de la gauche. Et c'est vrai que pour un certain nombre d'entre nous, militants et élus, et nous l'avons fait à la fédération du Rhône, puisque nous avons fait une motion, nous sommes pour un certain nombre, nous ne nous sentons pas bien. Nous sommes tristes, c'est vrai, après avoir perdu tant de municipa-

lités, de départements, nous en voyons déjà les conséquences, tant de nos camarades. Alors, ce n'est pas facile, pas facile pour nous, mais encore plus pour les Français parce qu'ils s'aperçoivent aujourd'hui ce que cela signifie concrètement. Beaucoup de nos militants aussi, à nos côtés, et on le voit dans nos sections, dans nos fédérations, nous le disent, ne sont pas bien, parce que nous avons des désaccords aujourd'hui, et je crois qu'il ne faut pas remettre en cause la sincérité de tous ceux qui s'expriment. Tous, nous sommes sincères dans nos expressions. Eux aussi, ils expriment leurs désaccords sur des situations.

Parce que nous parlons de la Constitution, nous parlons de la constitution de la France. Oui, nous sommes en état d'urgence, et cet état d'urgence, je crois que personne ne le remet en cause, mais aujourd'hui nous nous opposons sur quelque chose qui, après d'autres questions, qui après d'autres renoncements, comme le droit de vote aux étrangers par exemple, eh bien, nous oppose. Et je crois que c'est une erreur, parce que nous opposons aujourd'hui des Français nationaux et des Français binationaux. Et je crois que ce qui s'exprime dans nos sections, c'est parce qu'ils ont l'impression que cela porte fondamentalement atteinte à nos valeurs, parce que ça touche au cœur même de la gauche, et au cœur même de leur engagement. Il faut comprendre aussi le regret de beaucoup de nos militants qui trouvent

que ces situations durent et qu'il nous faut trouver rapidement, plus rapidement, des sorties par le haut, et ce ne sont pas les autres qui sont responsables, je crois que c'est nous-mêmes qui sommes responsables, et que nous devons tous prendre nos responsabilités. Et ces mêmes militants, c'est vrai, nous posent aussi, et nous questionnent dans les sections : quelle est notre position sur les migrants, la Grèce, l'Europe ? Quelle est la position du Parti socialiste sur le projet de la déchéance de nationalité, sur la réforme du code du travail à venir ?

Alors mes chers camarades, mes chers amis, je crois qu'effectivement, la situation qui est créée aujourd'hui par le terrorisme appelle des mesures sur la sécurité et sur la sécurité des Français. Mais nous devons aussi répondre à un autre état d'urgence, l'état d'urgence économique et sociale, qui est tout aussi urgent. Et nous ne pouvons pas nous limiter, et je le regrette, sur le texte, de dire que le dépassement, c'est maintenant. Nous devons aussi porter l'espoir, l'espérance, et ces deux mots ne sont pas dans cette feuille de route, parce qu'aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire seulement qu'il y a un état d'urgence qui appelle le dépassement parce que tout va mal. Nous devons aussi revenir à cette question première : qu'attendent de nous les Français ? Leur sécurité bien sûr, et ça, tout le monde en conviendra, mais aussi un emploi, un logement, le respect, le respect de tous, et l'espérance.

“



”

FLORENCE AUGIER

Chers camarades, nous fêtons aujourd'hui deux funestes anniversaires, le 6 février 1934, la manifestation antiparlementaire qui secoua la France de la IIIe République, et annonçait déjà les bouleversements qui allaient secouer la planète quelques années plus tard. Et le 6 février 1956, journée au cours de laquelle Guy Mollet, chef du gouvernement, fut accueilli à Alger par une manifestation d'ultras aux cris d'Algérie française. Ces événements nous rappellent que la République et la démocratie sont des combats permanents, que les républiques sont fragiles, que les républiques sont mortelles.

En septembre dernier, dans une lettre ouverte, tu invitais, Jean-Christophe, la gauche et les écologistes à surmonter leurs fragmentations et leurs dispersions, et face à ce que tu appelais le bloc réactionnaire, tu proposais de bâtir une grande alliance. Ce choix, nous le partageons à la motion C. Comme toi, nous souhaitons une éco-démocratie populaire, un vaste rassemblement des forces de progrès pour faire gagner la France en 2017. Il convient de bâtir collectivement, dans les mois qui viennent, un rassemblement d'autant plus large qu'il doit faire face aux menaces qui remettent en cause les fondements mêmes de notre démocratie. Nous devons à notre pays une ambition bien plus grande que ce que nous avons construit jusqu'à présent. La situation n'est plus la même, nous vivons dans un autre monde, qu'il faut appréhender sans tarder.

Nous souhaitons que le Parti socialiste puisse se dépasser, mais se dépasser vraiment, en ne refermant pas les portes et les fenêtres dès que la victoire est acquise. Nous prenons le pari de croire que c'est ce qui est en préparation dans cette belle alliance : une formation intégrant tous ceux qui veulent faire avancer la France dans le sens du progrès.

Nous devons garder à l'esprit la chose suivante : face aux réactionnaires et aux conservatismes, nous ne sommes jamais trop. Chaque citoyen doit pouvoir trouver et avoir sa place dans cette alliance populaire. Nous croyons qu'il est temps de travailler à l'élaboration d'un rassemblement inédit, véritable recours démocratique, largement ouvert aux sensibilités républicaines dans un champ politique qui dépasse les frontières des clivages traditionnels. Un rassemblement dans la proximité du pays réel. Un rassemblement des forces allant des femmes et des hommes attachés à la transformation sociale, jusqu'à celles se reconnaissant dans un réformisme radical moderne, sans hégémonie d'une organisation sur une autre ou d'un courant sur un autre.

Ces femmes et ces hommes des années 30 dont je parlais au début de mon intervention subirent une catastrophe en 1939, non pour ne l'avoir pas anticipé mais pour avoir été prisonniers de leur passé, nous dit l'historien Henri Rousseau. Il est de notre responsabilité, dans la situation actuelle, de proposer aux citoyens une alternative crédible, et particulièrement aux millions d'abstentionnistes qui ont choisi d'exprimer leur déception, leur désarroi, pour ne pas dire davantage, en boudant les urnes.

Face aux idéologies nauséabondes, nous devons porter haut le rassemblement

pour tirer la France vers la paix et la prospérité. Il est temps de construire un rassemblement nouveau de la gauche, des écologistes et des démocrates, dont nous avons ardemment besoin, le rassemblement de toutes les énergies, dans toute leur diversité citoyenne, dans une belle alliance pour le progrès humain et l'écologie.

C'est à cette construction que nous entendons apporter le meilleur de nous-mêmes, pour relever les défis majeurs de notre époque, par la lutte contre les inégalités sociales, la défense de l'écologie et la recherche de la paix. Nous sommes disponibles et ouverts pour participer à ce travail, et nous appelons toutes celles et tous ceux qui le veulent à contribuer à l'élaboration de cette belle alliance qui met l'homme, la femme, au cœur de notre projet.

Je voudrais finir en citant les propos d'un grand serviteur de l'État. Il y a 18 ans, jour pour jour, un 6 février, le Préfet Eriagnac tombait sur les balles d'individus sans foi ni loi. Et voici ce qu'il disait en 1991, lors d'une remise de la médaille des justes parmi les nations à Nancy. Il disait : « *Dans l'histoire des hommes et des nations, de tous les hommes et de toutes les nations, nous savons bien que les monstres existent, mais nous savons aussi qu'ils sont trop peu nombreux pour être véritablement dangereux et que le danger vient en réalité des hommes et des femmes ordinaires, de chacun d'entre nous, prêts à croire et à obéir sans difficulté.* » Nous devons donc nous méfier de ceux qui cherchent à nous convaincre autrement que par la raison. Et puisqu'il est difficile de distinguer les vrais et les faux prophètes, ne suivons pas les prophètes.
Merci.



“



”

MARTINE CHANTECAILLE

Chers camarades, j'ai beau venir de Vendée et donc de la région Pays-de-la-Loire, désormais, hélas, dirigée par la droite, quand je viens à un Conseil national du Parti socialiste, au moment même où l'on envisage d'inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité, ce n'est pas pour apprendre que nos universités se tiendront désormais à Nantes et non dans ma région, et non à La Rochelle. C'est bien sûr pour parler, entendre parler de principes, de valeurs, et bien sûr du réel aussi, qu'il nous faut comprendre et expliquer, ce qui ne revient jamais à le justifier ou à l'excuser.

Mais depuis quelque temps, chers camarades, nous avons tendance à transformer nos principes, nos conquêtes, nos batailles, en simples tabous qu'il

faudrait briser. Des 35 heures, aux seuils sociaux, en passant par le code du travail, les allocations chômage, le travail dominical, la liste est tristement longue de ces conquêtes et de ces acquis que nous disqualifions par le simple mot de « tabou ». Orwell expliquait qu'un politique qui ne prend pas la peine de réfléchir au sens des mots est en voie de faire de lui-même une machine. Alors réfléchissons, si on ne veut pas trop se mécaniser, au sens des mots.

Quand on parle de tabou, ce que l'on veut faire, c'est disqualifier ce dont on parle en le renvoyant au domaine de l'irrationnel, ce qu'expliquait Freud, auteur de Totem et tabou. Freud expliquait ce qui caractérise une prohibition taboue, c'est qu'elle ne se fonde sur aucune raison, son origine est inconnue. Il est alors facile, une fois qu'on a parlé de tabou, de s'auto-désigner comme celle ou comme celui qui ose avec courage et avec raison s'interroger sur ce que, par facilité ou habitude, on n'osait pas avant remettre en question.

Aujourd'hui, chers camarades, et je le dis avec solennité, avec gravité, parce que dans ma fédération comme partout ailleurs, ça va mal, parce que dans ma fédération comme partout ailleurs, on a honte, on ne sait plus quoi répondre à nos camarades, à nos amis de gauche qui nous interpellent dans la rue et nous disent : « *Mais toi, tu vas cautionner ça ? Toi, tu es dans le même parti que ceux qui vont accepter la déchéance de nationalité ? Tu ne peux pas le faire.* »

Donc, avec solennité, chers camarades, n'allongeons pas avec la déchéance de nationalité et l'apatridie possible la triste liste des pseudo tabous que nous aurions brisés, mais des vrais principes et des vraies valeurs auxquelles nous aurions renoncés.

Je sais bien que nous ne sommes plus en 2014, mais notre commun, doit toujours être l'enseignement si actuel de Jaurès. C'est comprendre le réel, c'est un idéal. Solennellement je vous demande de ne renoncer ni à l'un ni à l'autre.

“



”

JEAN-JACQUES THOMAS

Chers camarades, un certain nombre d'entre nous, et non des moindres, ont souhaité que nous abandonnions les débats hors-sol, souffrez donc que le premier fédéral de l'Aisne puisse être terre-à-terre. Et qu'il vous demande d'imaginer l'hémicycle de la région Nord-Pas de Calais-Picardie : 170 sièges, 116 sont occupés par la droite, 54 par le Front national, un parti d'extrême-droite qui sait d'ores et déjà qu'il n'aura pas de difficulté à récupérer ses 500 signatures pour la prochaine présidentielle.

Alors, permettez aussi, toutes proportions gardées s'entend, sans d'autres comparaisons, que je puisse aujourd'hui parler d'un état d'urgence. Et comme le Conseil national est aussi l'expression des fédérations, d'un état d'urgence fédéral, parce qu'il nous a été demandé de nous retirer pour faire barrage, et c'était nécessaire, à l'extrême-droite. Nous l'avons fait, ce fut difficile, ce fut douloureux. Et aujourd'hui, les conséquences sont là : après l'assèchement des forces intellectuelles, des ressources

humaines, il est nécessaire de parler de l'assèchement des ressources financières, avec la disparition de 114 d'entre nous, conseillers régionaux en Nord-Pas de Calais, Picardie, mais également en PACA. Et bien sûr, si les activités politiques sont en berne, cela laisse aussi des traces dans les comptes des fédérations.

Jean-Christophe, tu as évoqué une feuille de route, tu as parlé d'alliance populaire, elle est nécessaire, la première comme la seconde, mais il importe aussi de parler de solidarité, une sorte d'alliance financière, parce qu'aujourd'hui, le manque à gagner pour la seule région Nord-Pas de Calais-Picardie est de 185 000 euros. Cela veut dire que l'état d'urgence est nécessaire, que pour la seule fédération de l'Aisne, nous avons licencié un permanent, que la dernière permanente a accepté, par militantisme, de réduire son salaire de 10 %, et au mois de juin, si rien n'est fait, il faudra sans doute nous séparer de cette permanente et fermer la fédération. Imaginons un seul instant, et je pourrais être le porte-parole aujourd'hui des fédérations de la Somme, de l'Oise, du Nord et du Pas-de-Calais, cela veut dire aussi que cette urgence fédérale doit appeler aussi une réaction. Et je remercie Jean-Christophe Cambadélis de nous

avoir réunis. Nous nous sommes mis d'accord pour nous organiser politiquement. Cela veut dire aussi que le Conseil régional des territoires constituera l'occasion d'être une force d'opposition, une force de propositions, mais également de suivre les plénières, de suivre les commissions permanentes du Conseil régional, de travailler les délibérations, de former ceux qui, demain, siégeront, je l'espère, je le souhaite, je le veux et je le crois, dans le futur Conseil régional.

Mais il se passera du temps, et ce temps, nous devons le mettre à profit aujourd'hui pour nous organiser, pour disposer de moyens, pour que les militants puissent travailler, pour lutter contre le Front national, pour coordonner les politiques départementales. Et donc cela veut dire que, oui, il importe d'avoir une alliance populaire, mais il importe aussi que, chers camarades, que le national puisse avoir vers ces régions où nous avons dû abandonner nos postes, puisse organiser une véritable alliance financière. Merci à vous.

“



”

PASCAL CHERKI

Mes chers camarades, pour trois minutes, donc en style télégraphique, moi, je voudrais revenir sur l'affaire de la primaire. Nous partageons une préoccupation commune, et moi je suis d'accord avec le Premier secrétaire sur le fait que si nous n'avons pas un candidat commun, en tout cas le plus fédérateur possible de la gauche, nous avons toutes les chances de ne pas être au second tour.

Pourquoi ? Parce que l'extrême-droite va faire un score autour de 23, 25 %, qui peut la mettre en situation d'être au second tour. Et la droite sera en dynamique. Et ne faisons pas la même erreur qu'a faite Nicolas Sarkozy quand il a méprisé les primaires socialistes. Il y aura un débat rude à droite, un choc de personnes, un choc un peu moins d'idées mais de personnes. Mais à l'arrivée, la participation du peuple de droite sera massive et, comme pour nous en 2011, le score de la droite protégera le candidat d'une autre candidature dissidente dans les rangs de l'UMP et fera qu'il créera les conditions politiques pour qu'il puisse être au second tour, potentiellement.

Et nous, nous serons dans quelle situation ? Nous aurons un candidat socialiste, soutenu par le Parti socialiste. Nous aurons un Jean-Luc Mélenchon. Nous aurons peut-être un candidat de l'espace

entre le Parti socialiste et Jean-Luc Mélenchon, mais surtout, nous aurons une gauche qui n'aura pas débattu et n'aura pas dialogué, qui ne sera pas mise en dynamique, qui n'aura pas remobilisé son camp. Et si c'est François notre candidat, il traînera son bilan comme un boulet. Et ce sera 2002 en pire, avec l'opprobre morale.

Or, la primaire, de ce point de vue, a une fonction cathartique. À partir du moment où un candidat est issu d'une primaire, ce n'est plus le débat du bilan que vous avez à la présidentielle, c'est le débat du projet. Surtout si notre candidat est le président de la République actuel. Il aura beau jeu de dire : « *Mais attendez, sur le projet, il y a eu un débat, c'était la fonction des primaires, mais maintenant, la question, c'est : qu'est-ce qu'on fait pendant cinq ans ?* » Or, s'il n'y a pas les primaires, il se traînera ça. Et Lionel Jospin l'a traîné de manière injuste, mais là, en plus, si c'est François qui le traîne comme ça, il se traînera avec des points d'accroche sur cette question-là. Premier élément.

Deuxième élément, je demande qu'on réfléchisse à une chose : qu'est-ce qui se passe s'il n'y va pas ? Moi, je ne m'inscris pas dans cette logique, mais on a déjà connu cette situation, on avait un candidat naturel, Jacques Delors. Moi, je m'en rappelle, le Premier secrétaire était un très bon ami à moi, bon... Et puis, en novembre 1994, il dit : « *Je ne suis pas candidat, les conditions politiques ne sont pas réunies pour que j'y aille.* » Et en catastrophe, à l'époque il n'y avait

pas les primaires, le parti a fait un processus de désignation militante, bon. Mais imaginez que François n'y aille pas. On fait quoi nous ? Il faut bien qu'on désigne un candidat. Donc, on organise des primaires comment ? On aura le temps en deux mois de faire des primaires citoyennes, etc. ? On fera une primaire des militants. Et donc, on va expliquer au peuple de gauche qu'on n'a pas été capable de faire des primaires, de les associer aux primaires, mais par contre, on va revenir, nous, à désigner entre militants socialistes celui qui, en catastrophe sera amené à suppléer la défection du président de la République.

Je vais conclure : vous imaginez dans quelle situation politique on sera ? Bon courage au candidat pour porter les couleurs du PS dans ce cas-là. Bon courage, parce que si par exemple c'est Manuel, mais il ne sera pas accepté par toute une partie de la gauche, et si c'en est un autre, il y aura un problème à un moment donné d'acceptation. Donc, c'est pour ça que la question des primaires, elle crée les conditions politiques pour être au second tour, et elle nous protège, nous, comme formation politique, des risques déflagrateurs qui pourraient se passer si, par extraordinaire le président de la République n'y allait pas. Donc, je vous invite mes chers camarades, et j'en terminerai par là, à ce que nous abordions ce débat-là, pas simplement en nous préoccupant de savoir ce que le président de la République veut faire ou pas, mais de savoir ce qu'est l'intérêt de notre camp politique et l'intérêt du pays dans l'organisation des primaires. Je vous remercie.

“



”

MATHIEU KLEIN

rage au Front national, ont pu voter, pour ceux qui le souhaitent, pour une liste de gauche qui n'avait plus l'investiture du Parti socialiste. Ça, c'était les élections régionales.

Il y a quelques jours, le président des jeunes socialistes y a fait référence, mon homologue président du Conseil départemental du Haut-Rhin vient d'annoncer que pour bénéficier du RSA, dans ce département, il faudrait dorénavant, non pas travailler sept heures, mais faire du bénévolat pendant sept heures. Travailler gratuitement et obligatoirement pendant sept heures. Pourquoi je prends ces deux exemples ? Parce qu'ils posent deux bases. Un électorat de gauche dans cette

région, mais cela pourrait se revoir ailleurs, déboussolé face à une offre politique qu'il n'arrive même pas à lire entre les deux tours de l'élection régionale, et une droite à l'offensive, une droite qui, elle, a décidé de faire sauter vraiment les tabous qui sont ceux, pour elle, de la société française, en s'attaquant au cœur des politiques de solidarité.

Alors, sommes-nous déboussolés aujourd'hui, nous les socialistes ? Peut-être qu'à la lecture de la feuille de route que tu nous présentes, Jean-Christophe, à certains égards, nous pourrions le croire parce qu'il y a, dans les formulations, c'est de cela dont nous débattons aujourd'hui, un certain nombre de retraits. Je pense

aux formules qui sont ici employées pour réclamer un certain nombre de réorientations sur le pacte de solidarité et de responsabilité. En retrait par rapport aux engagements que nous avons pris ensemble il y a quelques mois. Je parle de formules aussi beaucoup trop vagues sur le débat à venir sur le droit du travail et sur la notion protectrice du contrat de travail pour nous, les socialistes.

Alors oui, il y a la perspective de l'élection présidentielle, la perspective de la préparation, demain, de l'investiture de notre candidat. Le débat majeur et grave qui nous traverse tous sur la déchéance de la nationalité. Mais ce que cette feuille de route doit traduire, c'est l'espoir. Et je termine ainsi Colombe, c'est l'espoir que nous devons incarner, non pas seulement dans la perspective de l'élection

présidentielle, mais y compris dans l'exercice du pouvoir qui est le nôtre aujourd'hui, car nos électeurs sont encore là et ils attendent, notamment, que nous restions, que nous demeurions ce grand parti du progrès social, et nous pouvons en faire la démonstration dès aujourd'hui sans attendre que l'élection présidentielle se profile à l'horizon.

“



”

GUILLAUME BALAS

Mes chers camarades, puisque j'ai une minute, je voulais dire deux choses. La première, c'est que oui, où on est dans

un moment extrêmement grave et il peut arriver des choses graves en France, là, dans l'année qui vient. On le sait bien. Et donc, la question c'est de savoir si ce que nous défendons, c'est une adaptation de nos valeurs et de notre modèle aux circonstances ou si nous pensons que le modèle républicain est assez fort pour répondre à ces circonstances. C'est la question qui est posée sur la question de

la déchéance de nationalité aujourd'hui. Et je voudrais juste dire aux députés qui vont voter là, bientôt, sur ce sujet, qu'ils sachent quand même que, pour l'histoire, ils auront leur nom accolé à savoir s'ils ont voté pour ou s'ils ont voté contre. Et c'est quand même une question personnelle qui leur est posée. Je vous remercie.

“



”

YANNICK TRIGANCE

Chers camarades, je voudrais à cet instant partir du rassemblement de nos secrétaires de section de dimanche dernier. Débats et interventions extrêmement intéressants et en prise directe avec la réalité. Nos secrétaires de section nous ont-ils parlé des seuls sujets qui prennent tout notre temps et toute notre énergie en ce moment ? Non. Nos secrétaires de section, cher Emmanuel, se cognent au réel, ancrés dans la vraie vie de leur territoire, et nous ont parlé du logement, de l'emploi, des inégalités territoriales, de l'éducation, de la sécurité ou encore de la précarité.

Mes camarades, l'enjeu qui se présente à nous est dès à présent clairement identifié car le temps passe vite, d'où notre feuille de route de ce jour. Ni la droite ni nos partenaires de gauche, en effet, ne le feront. Qui dira mieux que nous que l'éducation est redevenue une priorité, avec 60 000 postes, avec la formation des enseignants, la scolarisation des enfants de moins de trois ans, la réforme du collège et de l'éducation prioritaire. Qui dira mieux que nous la formidable avancée

sociale que constitue la prime d'activité mise en place pas plus tard qu'hier ? Et je pourrais ainsi multiplier les exemples. Mes camarades, cette mise en valeur est d'autant plus essentielle qu'elle nous permet de cliver avec une droite qui, quand elle est en responsabilité, aggrave les inégalités et s'attaque à notre modèle social, ne proposant que régressions et mises à mal de la solidarité. Et pour les camarades qui sont avec moi au conseil régional d'Île-de-France, nous venons d'en mesurer cruellement la réalité avec les premières mesures de Valérie Pécresse.

Enfin, nous devons dès à présent, comme indiqué dans notre feuille de route, tracer les lignes forces que nous voulons développer en termes de perspective : quel modèle social ? Quel projet de société ? Quelles priorités ? N'en déplaise à certains, nous ne faisons pas, en ce qui nous concerne, l'impasse sur l'élection présidentielle et sur les législatives de 2017. Non pas pour nous d'ailleurs, mais par exemple pour les 14 millions de nos concitoyens qui vivent aujourd'hui dans le précaire. Comment donner espoir pour les années à venir ? Comment dégager concrètement des éléments qui donnent confiance et perspectives à nos concitoyens en innovant ? C'est tout le sens et l'intérêt des Cahiers de la présidentielle que nous engageons sous la coordination

de notre camarade Guillaume Bachelay. Enfin, l'alliance populaire qui nous est proposée constitue un indispensable levier si nous voulons nous ouvrir vers la société et ses acteurs, et si nous voulons ouvrir une nouvelle étape démocratique. Notre feuille de route, texte certes imparfait, mais existe-t-il des textes parfaits, présente un triple avantage : elle tient compte de la réalité complexe et difficile du contexte international et européen, elle acte les avancées de la politique menée par notre gouvernement tout en restant vigilant et critique. Enfin, elle fixe une stratégie pour les mois à venir avec l'alliance populaire et les Cahiers de la présidentielle.

Mes camarades, il y a urgence. Urgence à donner du sens à notre action, urgence à valoriser les avancées, même si tout n'est pas parfait. Urgence à offrir à nos concitoyens des perspectives pour 2017. Urgence, enfin, à préparer les forces progressistes au combat face à la droite. C'est tout le sens et toute la légitimité de notre feuille de route. Mes camarades, au travail !

“



”

JEAN-CLAUDE VILLEMMAIN

les régions, le Sénat. Qui est responsable de cet échec ? Nous tous, certainement. Mais je vais plagier Coluche : il y en a certains qui sont plus responsables que d'autres dans cette situation.

Qu'ont dit nos électeurs au moment des régionales 2015 ? Au premier tour, ils ne sont pas venus, ils nous ont dit : vous nous avez oubliés, on ne se déplace pas pour vous. Au deuxième tour, quand on leur a dit : « *Il y a le danger de la droite, de l'extrême droite* ». Qu'ont-ils fait ? Oui, la France est en danger. La République est en danger. Là, on se déplace. Et ils sont venus, à Creil, dans certains bureaux, nous avons eu + 60 %, au deuxième tour par rapport au premier tour. Là, ils nous ont écouté parce que la République était en danger.

Le premier secrétaire nous propose de réfléchir sur le précarariat. Ah la belle idée !

Creil, 20 % de chômeurs. Des quartiers à 40 %. Le précarariat, je connais. Mais qui a créé les précaires ? Qui a créé des exclus ? Qui veut alléger le code du travail pour encore plus précariser ? Qui parle de dégressivité des allocations chômeurs ?

Mes camarades, voulons-nous une dégressivité aussi sur l'assurance maladie, comme au Québec ? Où dix jours, dix jours de maladie et après on est au chômage 50 %. Non, mes camarades, trois minutes, ce n'est pas beaucoup, certains ont parlé huit minutes, j'ai chronométré. Je vais continuer un tout petit peu, s'il te plaît.

L'alliance populaire, l'alliance populaire, un concept vide. Avec qui ? Pour quoi faire ? Voulons-nous diluer le Parti socialiste ? Voulons-nous vider le Parti socialiste dans un concept fumeux ? Je n'en serai pas.

“



”

SANDRINE MAZETIER

noncé dès le mois de décembre que je ne pouvais pas voter cet article 2, c'était qu'il portait une atteinte profonde à l'indifférence que la République professe à l'égard de l'origine de la nationalité de ses enfants, qu'ils soient de sol ou de sang, par filiation ou par naturalisation. Et que je trouvais que cette formulation portait atteinte aussi à l'égalité des Français devant la loi et devant la sanction.

Eh bien nous avons pesé, mes camarades. Nous avons pesé, ce qui fait que le gouvernement a, c'est inédit d'ailleurs dans l'histoire des réformes de la Constitution, a reformulé ses propositions. L'article 2, sur lequel nous aurons à nous prononcer, n'est pas l'article 2 du 23 décembre, et j'aimerais que, parfois, nous soyons conscients de ce que nous arrivons à obtenir. Alors, cela ne correspond pas à ce que j'aurais écrit, mais ne nions pas le poids que nous pouvons exercer. Et merci, Guillaume, d'avoir rappelé l'article 27 de la Constitution qui rappelle que tout mandat impératif est nul.

Des socialistes heureux et des socialistes honteux. Eh bien moi, quand je suis troublée, j'essaie d'avoir de la mémoire. Alors, peut-être pas toute la mémoire du camp de la gauche et du camp du progrès, mais une mémoire ne serait-ce que d'un an. Moi, je suis fière d'un parti sans lequel il n'y aurait pas eu de manifestations le 11 janvier dans les rues de toutes les villes de France. Moi, je suis fière qu'à la veille de l'été, alors que la Grèce

pouvait sortir de l'Europe, le président de la République a démenti le Grexit. Personne d'autre, mes camarades, n'a empêché le Grexit. Ce n'est pas Angela Merkel qui luttait contre la sortie de la Grèce, c'est le président de la République. Moi, je suis fière que le président de la République, et j'en finis, n'ait pas attendu comme beaucoup de voir la photo d'Aylan sur des plages pour demander, avec Angela Merkel cette fois-ci, qu'il y ait un mécanisme d'accueil obligatoire et solidaire en Europe des réfugiés. Je suis fière, mes camarades, et je n'oublie pas la COP21.

Et donc, quand je m'interroge sur la manière de résoudre et de répondre et de peser sur les crises auxquelles nous sommes confrontés, je me dis que, décidément, il faut qualifier le camp du progrès pour la prochaine échéance présidentielle, et que la feuille de route qui nous est proposée y contribuera certainement, avec les améliorations qui ont été proposées, par exemple, par Karine et par Valérie. Merci mes camarades.

Mes chers camarades, Christian, j'ai entendu qu'il y aurait des socialistes heureux et puis des socialistes honteux. Alors moi, je ne sais pas s'il y a des socialistes heureux compte tenu du contexte multi-crisis que la résolution qui est proposée décrit et que je crois vous partagez tous : la crise du climat, le terrorisme, l'Europe en panne, la précarité, on vient de l'évoquer, le Front national, le populisme partout, des États-Unis à l'Inde, en passant et en traversant tous les pays d'Europe. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de socialistes heureux dans ces conditions-là.

Effectivement, moi, le 23 décembre, non seulement je n'ai pas été heureuse, mais j'ai été bouleversée, comme beaucoup, partout en France, et dans nos deux groupes parlementaires. Mais j'ai décidé, en tant que responsable politique conséquente, d'essayer de peser sur ces événements. Et si nous sommes réunis aujourd'hui en Conseil national du Parti socialiste, c'est-à-dire le parti en responsabilité et le parti colonne vertébrale du camp du progrès, c'est bien pour peser face à ces crises, c'est bien pour influencer. Et moi, je considère que ce qui me choquait le plus, au point que j'avais an-

“



”

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Bien, chers amis, chers camarades, il faut aller vite parce que nous allons passer au vote, mais quand même répondre à quelques questions qui ont été posées. Cela me paraît normal, c'est le sens d'un débat entre nous pour éclairer le vote.

D'abord, les propositions présentées par la motion D, je les redis, le Conseil national doit se réunir plus rapidement et qu'il y ait 60 jours entre les différents Conseils nationaux. Je suis pour. Il faut l'intégrer, en même temps que nous savons que ce n'est pas facile à organiser, mais, je suis d'accord avec ce qui est proposé.

Deuxièmement, la création d'une commission nationale d'organisation de la primaire de la gauche et la préparation des présidentielles. Si je suis pour la primaire de toute la gauche, j'en suis d'accord, même si on n'est pas obligé de clarifier que nous la préparons alors que d'autres veulent organiser ces primaires, j'y reviendrai tout à l'heure.

Enfin, la troisième proposition, sur la nécessité de créer une commission pour construire un bouclier social dans le prochain budget, j'en suis aussi d'accord.

Maintenant, il reste deux choses à traiter. Plusieurs camarades ont évoqué la nécessité de ne pas oublier l'union de la gauche et des écologistes, l'alliance populaire n'est pas un substitut, ou si il l'est, il est provisoire à l'union de la gauche. Mieux l'alliance populaire est un levier pour l'union de toute la gauche et le rassemblement dans le même temps de tous ceux qui refusent ce que nous appelons le bloc réactionnaire.

Mais personne n'a mis en cause la nécessité de l'alliance populaire, sauf une intervention, celle de notre ami de Creil. Mais ce n'est pas lui faire injure que de dire qu'il a un peu tout envoyé promener.

Deuxièmement revenons sur la question des Cahiers de la présidentielle ceci a été très bien résumé par Guillaume Bachelay. Je crois que tout le monde est d'accord si le Parti socialiste doit s'ouvrir aux uns et aux autres, il doit être aussi capable de réfléchir avec les uns et les autres. Et on ne peut pas, je crois, dire que le Parti socialiste doit réagir et peser sur les événements, et lui refuser le droit de réfléchir aux défis des temps présents, nous sommes d'accord. Quant à la question du précaire, personne n'en

parle ce qui est signifiant. Mais enfin qui ne dit mot consent.

Restent deux problèmes : la primaire et la déchéance de nationalité puisqu'aucune intervention n'a évoqué la constitutionnalisation de l'urgence. Ce qui aurait pu être l'objet d'une réflexion. Mais passons ! Sur la question de la primaire, nous aurons un débat au Bureau national dès lundi, et nous aurons obligatoirement un débat au prochain Conseil national. Je ne veux pas épuiser le sujet mais vous faire quelques remarques.

NE FAISONS PAS DE LA PRIMAIRE L'ALPHA ET L'OMÉGA DE TOUTE LA RECOMPOSITION POLITIQUE.

La première remarque d'abord formelle, la primaire ne sera définitivement décidée, au mois de juin, puisque le Parti communiste fait son congrès au mois de juin, les Écologistes font leur congrès au mois de juin. Donc, dans l'entretemps, nous allons vivre un moment où nous ne saurons pas, ni les uns ni les autres, le périmètre de la primaire. Parce que le petit jeu, disons-le entre nous, il est pour certains assez simple. Il s'agit de construire un périmètre sans le Parti socialiste, et si possible sans Jean-Luc Mélenchon. Pour cela, il faut soit que le Parti socialiste dise qu'il ne veut pas en être, soit que le périmètre affirmé l'amène à ne pas en être. Mais nos amis, qui ne sont pas plus bêtes que nous, ne diront pas le périmètre de la primaire qu'ils veulent avant la tenue de leur congrès.

Christophe Borgel a indiqué à juste raison ce que disait son homologue mais il suffit de prendre le rapport tout simplement de Pierre Laurent lors de la préparation de son congrès, il l'explique noir sur blanc, et d'un certain point de vue, on peut le comprendre. Il n'est pas possible pour lui d'accepter que celui qui gagnera la primaire soit François Hollande. Mais alors, une primaire où François Hollande ne peut concourir ou tout autre socialiste qui partage cette orientation. Vous ne pensez pas que cela pose quelques problèmes au Parti Socialiste. Nous sommes au tout début et vous verrez qu'au-delà des positions de principes – d'ailleurs loyales des initiateurs – on tentera par petites touches de trouver les moyens de pervertir le projet initial.

La primaire de toute la gauche serait utile et profondément dynamique, elle permettrait, je le pense, de gagner l'élec-

tion présidentielle. Mais nous parlons en ce moment de suppositions car nous ne savons pas qui est le candidat. Je dirais quand même que la formule de Pascal Cherki m'a fait sourire, parce que son sens de la dialectique l'a amené à dire qu'il fallait une primaire de toute la gauche, y compris pour désigner Manuel Valls. Voilà qui doit aller droit au cœur du Premier ministre.

Dans le moment présent, gardons notre dispositif. C'est-à-dire, nous bâtissons l'alliance populaire, c'est une des conditions, je crois, pour convaincre les uns et les autres qu'il faut une primaire de toute la gauche. Parce que si nous sommes défensifs, évidemment, ils vont nous marcher dessus, ce ne sont pas obligatoirement que des amis. Si nous sommes offensifs, nous pouvons peut-être réaliser les conditions de cette primaire que nous voulons, que nous appelons de nos souhaits.

J'attire votre attention aussi sur une autre contradiction que nous discuterons lundi : Si nous évoquons avec force la primaire citoyenne et qu'elle échoue ou ne nous permet pas d'y participer, cela va impacter notre propre dispositif pour les primaires. Comment organiser des primaires citoyennes si elles sont rendues impossibles.

Donc, laissons les choses ouvertes et battons-nous pour que celles-ci puissent avoir lieu. Ne faisons pas de la primaire l'alpha et l'oméga de toute la recomposition politique. Pensons quand même à nous et procédons de nous. C'est pour ça qu'il y a une feuille de route, ce qui n'est pas contradictoire au débat avec ceux qui portent la primaire dans le moment présent.

Une fois ceci dit, et le processus sera évolutif évidemment en fonction de nos discussions. Il y a un deuxième sujet : la déchéance et le petit texte que nous a soumis Christian Paul. Je pense que ce n'est pas raisonnable. Je vais expliquer pourquoi. Trois raisons. La première me touche de près. Il veut dire que le Premier secrétaire, le PS n'a rien obtenu dans ce débat. J'ai dit que la première formule sortie du conseil des ministres était discutable. J'ai défini quatre critères pour aborder ce débat. J'ai fait de la question des bi nationaux le point central du désaccord. Pourquoi ne devrais-je pas me féliciter de la prise en compte de cette question par l'exécutif, ce retrait des bi nationaux essentiel pour nous ne conduit pas au retrait de la droite essentielle pour l'adoption du texte. Par contre l'indignité proposée par Christian Paul qui me va évidemment, voudrait dire que nous provoquons l'échec du texte.

Je suis moins sévère que beaucoup de camarades. La déchéance de nationalité voulue par le Code civil est permise par le conseil constitutionnel lors des recours. Cette déchéance permise sera autorisée parce qu'inscrite dans le texte constitutionnel. Nous passons de la jurisprudence au texte. Cela ne me semble pas propre à déclencher un séisme et un vote entre nous. Même si ce n'est pas une idée de gauche. Mais voulons-nous ou pas l'union nationale contre le terrorisme ?

Deuxièmement ce petit texte mettrait encore plus de confusion. D'autant que mon petit doigt me dit que le débat parlementaire ne se focalisera non sur l'indignation mais sur une autre formation. Ce serait plutôt fâcheux pour ceux qui veulent - à tort - contester le texte reformulé par l'exécutif.

Et troisièmement si ce texte était voté nous serions dans une situation où qua-

siment la majorité, les 3/5^e d'ailleurs du groupe, ne défendrait pas cette position. Ce qui nous mettrait dans une situation épouvantable au regard de nos statuts, comme Christophe Borgel l'a indiqué. Et puis, si les camarades minoritaires étaient en minorité dans ce Conseil national, ils seraient dans une situation tout aussi difficile au Parlement. Faut-il ou pas enfreindre la discipline de vote ? Je comprends qu'on souhaite défendre ses positions jusqu'au bout et qu'on souhaite les affirmer, qu'on souhaite qu'elles soient reprises parfois dans le parti, mais je ne souhaite pas nous mettre collectivement dans la difficulté.

Car le mandat du Conseil national est le seul mandat impératif. J'ai cru voir que cet amendement posait d'ailleurs quelques soucis y compris dans les rangs de la minorité. Je vais donc aider tout le monde en jouant le méchant sur qui vous pourrez taper pour motiver votre vote contre, Je vais simplement dire que

cet amendement n'est pas compatible avec le texte général que je présente. Il ne rentre pas dans le champ de la feuille de route. Sinon vous pensez bien que j'aurai intégré dès le départ une formule sur le sujet. Si je ne l'ai pas fait, alors que je pensais... Des fois je suis idiot mais... Je pensais et ceci pouvait vous traverser l'esprit, si je n'ai rien écrit c'est que je ne voulais pas qu'il y ait un vote qui nous dé partage ici sur ce sujet.

Donc, j'estime que cette proposition est légitime dans le parti, qu'elle recueille d'ailleurs un assentiment d'un certain nombre de nos militants, mais qu'elle n'entre pas dans le cadre de la motion que je veux soumettre à ce Conseil national. Et je suis donc désolé, je ne vais pas faire un vote sur le vote mais je suis désolé, cela permet à chacun de garder ses positions et au parti d'être uni à la sortie. Merci.



LE DÉPASSEMENT : UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR UNE FRANCE NOUVELLE

Texte adopté par le Conseil national du 6 février 2016

Les socialistes occupent une place incontournable à gauche. Les socialistes ont une mission inlassable au service de la France : faire qu'elle relève les défis qui l'assaillent. Les socialistes mènent un combat pour l'unité indispensable à la victoire de la gauche.

Les socialistes sont conscients que dans un contexte instable, il faut un parti stable, qui sait où il va, avec une vision forte et une feuille de route claire.

Complexe et chaotique, multi-crisés, le contexte international est périlleux pour le monde, pour l'Europe et pour la France. Le terrorisme frappe partout et donc ici. Le Président de la République a su incarner et défendre l'unité de la nation, mais plus rien ne sera comme avant pour notre pays. La menace est là pour durer et les socialistes agissent en responsabilité pour protéger les Français contre le terrorisme djihadistes et respecter les libertés individuelles et collectives.

L'Europe est en panne politique, incapable notamment de répondre au défi migratoire de manière collective et constructive, responsable et durable. Le souverainisme xénophobe pousse à la déconstruction européenne. Notre devoir est d'empêcher ce mécanisme qui serait fatal pour tous les peuples de l'Union. Toujours entravée par une austérité continentale, l'Europe n'a pu assurer définitivement le retour de la croissance. Dans ce contexte mondial et continental, la France ne peut pas baisser les bras. Elle doit assumer son poids historique, comme elle l'a fait en forgeant le premier accord universel sur le climat à la COP21. À ce titre, la France veillera, et le Parti socialiste avec elle, à ce que cette grande réussite se transforme en actions concrètes. En France, la transition énergétique est en marche.

Le contexte politique est très instable pour la gauche, en proie au poison de la division. Les leçons des dernières élections régionales sont patentes : l'extrême droite s'est enracinée et le Parti socialiste a plus que résisté alors même qu'il a fait le choix de l'honneur et du sacrifice dans certaines régions au nom d'une certaine idée de la France et de la politique. Enfin, ceux qui, à gauche, prônent un tournant radical ne trouvent toujours pas de débouché électoral.

Le Parti socialiste est conscient du contexte et du calendrier. L'année prochaine se tiendra l'élection présidentielle. Il n'est pas question de faire l'impasse ou de se faire à l'idée d'une défaite soi-disant annoncée. Le Parti socialiste propose donc une feuille de route pour mettre en œuvre le dépassement dont notre formation a tant besoin.

Le Parti socialiste constate que nos objectifs de croissance ont été atteints mais pas encore ceux de l'emploi. Il sera sur ce point attentif aux futures réformes proposées par le gouvernement et tout particulièrement aux conséquences de l'évaluation du Pacte de responsabilité et de solidarité, il souhaite que l'exécutif fasse du Compte Personnel d'Activité, le chantier majeur de la fin du quinquennat comme l'avait demandé le Congrès du Parti. Le Conseil national donne mandat au Bureau national pour qu'il rencontre la Ministre du travail pour discuter de sa réforme.

Dans les débats à venir, le Parti socialiste opposera les avancées indéniables du quinquennat – refondation de l'école, mariage pour tous, sécurité sociale universelle, accord Paris Climat, rétablissement du taux de marge des entreprises pour qu'elles puissent investir et embaucher, tiers payant, prime d'activité, Compte Personnel d'Activité (CPA), retraite à 60 ans pour un demi-million de personnes qui avaient commencé à travailler jeunes, baisse des impôts... – aux propositions de la droite de liquidation de notre modèle social : remise en cause des protections des salariés, remise en cause des aides sociales, réduction de l'accès aux soins pour les plus fragiles, suppression des 35 heures, abolition de l'ISF...

Plus largement, et sous la coordination de Rachid Temal, secrétaire national à la coordination et à l'organisation, plusieurs initiatives seront prises par le Parti socialiste dans les mois qui viennent, dont notamment :

- Ouverture du nouveau site web du Parti socialiste, outil de débat mais aussi de campagne, dans la semaine du 8 février
- Entretiens de Solférino, le jeudi 18 février (Les entretiens de Solférino se dérouleront une fois par mois)

- Initiative pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le mardi 8 mars
- Initiative en écho au 70^e anniversaire de la départementalisation des Outre-mer, le mercredi 16 mars
- Pour permettre au Parti socialiste d'être réactif sur les débats d'actualité et de préparer au mieux l'élection présidentielle, un conseil national du Parti socialiste se déroulera avant la fin du mois de mars. Il fixera les dates des Conseils nationaux suivants, sans qu'il y ait plus de 60 jours d'écart entre deux conseils nationaux.
- Rassemblement militant d'hommage à Léon Blum et au 80^e anniversaire du Front populaire, le dimanche 1^{er} mai à Paris
- Manifestations, en lien avec la Fondation Jean Jaurès et dans le cadre de l'anniversaire du Front populaire et du centenaire de la naissance de François Mitterrand, au cours du mois de mai
- Initiative pour les 115 ans de la loi de 1901 sur la liberté d'association, le 1^{er} juillet
- Conférence internationale sur les réfugiés en lien avec le PSE, en juillet
- Université d'été. Dans le cadre du dépassement du Parti socialiste, l'Université d'été sera organisée à Nantes du 26 au 28 août, sous la responsabilité d'Émeric Brehier, secrétaire national à l'Animation des fédérations et à l'Université d'Été
- Événement sur la laïcité, en octobre

Le dépassement n'est pas un slogan, c'est un engagement. C'est une nécessité pour avancer et mobiliser. C'est le programme souhaité et légitimé par le vote militant lors du Congrès de Poitiers. Le dépassement, c'est la condition indispensable pour qu'en 2017, la gauche social-écologiste puisse passer le premier tour et l'emporter au second. Pour le Parti socialiste, ce dépassement n'est pas la disparition, c'est ce qui l'empêche. C'est la réponse au désenchantement dans le pays et à la fragmentation de la gauche. Cette année, le dépassement doit se

concrétiser. C'est le sens de la présente feuille de route qui s'articule autour de trois objectifs précis :

1. SE DÉPASSER DANS L'ALLIANCE POPULAIRE

Nous sommes définitivement entrés en tripartisme. Nous devons donc sortir de nos débats convenus, échapper à nos réflexes datés. Le Parti socialiste doit se dépasser, c'est-à-dire s'ouvrir vers la société et ses acteurs engagés pour y puiser la force et la légitimité du renouveau. Le débat prioritaire aujourd'hui, c'est l'unité. Pas celle entre appareils mais l'unité entre les valeurs social-écologistes et les associations, les citoyens qui y sont attachés mais qui sont détachés du combat politique. Un appel pour la constitution de l'Alliance populaire sera lancé début mars et porté partout en métropole et dans les outre-mers par des comités locaux. Pour ouvrir une nouvelle étape démocratique et citoyenne, pour donner au peuple de gauche un débouché à ses attentes et à ses espérances.

- Sous la responsabilité de Julien Dray et François Lamy, un texte lançant l'Alliance populaire sera rendu public d'ici à la fin du mois de mars. Cet appel sera décliné localement avec la mise en place de collectifs départementaux qui seront appelés à se rassembler lors d'une convention de la « *belle alliance* », le weekend du 3 décembre.
- Convention nationale d'investiture pour les élections législatives, le samedi 17 décembre (responsable : Christophe Borgel).
- Rencontre, le jeudi 11 février, avec les initiateurs de l'appel « *notre primaire* », pour une primaire de toute la gauche.
- Création d'une commission d'organisation de la primaire de la gauche et de préparation de la prochaine élection présidentielle

2. SE PROJETER AVEC LES CAHIERS DE LA PRÉSIDENTIELLE

Pour préparer l'échéance présidentielle, nous voulons innover, en créant un champ d'idées et de débats. En partant du réel. En prenant appui sur le redressement engagé. En fixant les enjeux de l'action future. Ainsi, sept cahiers et deux conventions rythmeront les réflexions et les discussions de mars à la fin de l'année, de manière participative, dans l'esprit des États généraux. Pour donner du sens, offrir une perspective et préparer les forces progressistes au combat contre le bloc réactionnaire.

Sous la coordination de Guillaume Bachelay, secrétaire national en charge

de l'animation, de l'expression et de la coordination des pôles, l'organisation et le calendrier de ces Cahiers de la présidentielle et des conventions seront les suivants :

- **Mars 2016** : Cahier « *Entreprendre, travailler, s'accomplir* »
Présidente : Gabrielle Siry, Secrétaire nationale à l'économie
Co-rapporteurs : Pascale Gérard, Secrétaire nationale au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle / Jean Grosset, conseiller chargé du social auprès du Premier secrétaire
- **Avril 2016** : Convention nationale « *Pour l'emploi, pour l'avenir* »
Co-présidents : Sabine Buis, Secrétaire nationale à la transition énergétique et écologique et à la biodiversité / Fabien Verdier, Secrétaire national en charge du pôle « Production et répartition des richesses »
- **Mai 2016** : Cahier « *Apprendre pour s'émanciper* »
Présidente : Colombe Brossel, Secrétaire nationale à l'Éducation
Co-rapporteurs : Patrick Bloche, conseiller chargé des médias auprès du Premier secrétaire et président de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée nationale / Yannick Trigance, Secrétaire national adjoint à l'éducation et aux lycées professionnels
- **Juin 2016** : Cahier « *Donner sa force à l'Europe, donner un sens au monde* »
Président : Jean-Marc Germain, Secrétaire national en charge du pôle « Mondialisation, Régulation, Coopération »
Co-rapporteurs : Pervenche Bérès, présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen / Philip Cordery, Secrétaire national à l'Europe
- **Juillet 2016** : Cahier : « *Prendre soin des autres et de soi : vouloir l'État social-écologique* »
Présidente : Estelle Grelier, Secrétaire nationale en charge du pôle « Justice sociale et cohésion territoriale »
Co-rapporteurs : Samia Ghali, Secrétaire nationale au logement, à la ville et aux quartiers populaires / Marc Mancel, Secrétaire national à la santé, la protection sociale et à la famille
- **Septembre 2016** : Cahier « *Renforcer et protéger la démocratie* »
Présidente : Marie-Pierre de la Gontrie, Secrétaire nationale en charge du pôle « République et Citoyenneté »
Co-rapporteurs : Luc Carvounas, Secrétaire national chargé des relations avec le Parlement / Nawel Oumer, Secrétaire nationale à la justice et aux libertés
- **Septembre - octobre 2016** : Cahier « *Être Français au XXI^e siècle* »
Président : Alain Bergounioux, directeur des Études politiques
Co-rapporteurs : Laurent Dutheil, Secré-

taire national en charge du pôle « Préparation de l'avenir » / Juliette Méadel, porte-parole

- **Octobre 2016** : « *Les enjeux de la présidentielle* »
Président : Guillaume Bachelay, Secrétaire national en charge de l'animation, de l'expression et de la coordination des pôles
- **Janvier 2017** : Convention nationale « *République, notre bien commun* »
Co-présidents : Elsa Di Méo, Secrétaire nationale à l'action et à la promotion républicaine / Guillaume Garot, député, membre du Bureau national

3. S'ENGAGER POUR L'INFLEXION SUR LE PRÉCARIAT

Le Parti socialiste doit être fidèle à sa source et faire en sorte que l'assainissement mené depuis 2012 profite à tous et d'abord aux 14 millions de nos concitoyens qui vivent dans l'exclusion et souffrent de précarités multiples. À la suite du rapport et du rassemblement des secrétaires de section, notre formation doit intensifier son travail sur la situation des classes précaires et sur les inégalités économiques, sociales, territoriales, qui sont plus complexes qu'autrefois quoique tout aussi inacceptables.

- Ainsi au mois de juin une journée d'étude, dont le pilotage sera confié à Kamel Chibli, sera organisée par le Parti socialiste afin de formuler dix propositions qui seront faites pour lutter contre les précarités et la grande exclusion. Pour une France républicaine jusqu'au bout, solidaire de bout en bout de l'espace social. Pour bâtir une France nouvelle.
- Le Parti socialiste créera également une commission nationale sur l'urgence sociale et économique qui présentera pour la prochaine loi de finances, un bouclier social pour préserver le reste à vivre et le pouvoir d'achat des Français, et la réduction de la fiscalité locale.

Voilà la feuille de route volontariste et réaliste que le Parti socialiste se propose d'adopter : une nouvelle étape pour une France nouvelle. C'est la feuille de route d'un parti à l'écoute des Françaises et des Français, qui ne se laisse pas submerger par les doutes, fidèle à ses valeurs pour agir dans un monde en perpétuelles mutations.

Cette feuille de route trace un chemin parmi les défis et prend en compte les débats. Les défis sont inévitables et ils doivent être relevés. Les débats sont utiles, s'ils permettent de se renforcer et d'avancer. Cette année, nous voulons avancer et, en 2017, nous voulons gagner. Et si nous savons nous dépasser, nous allons gagner.

INTERVIEW DE GUILLAUME BACHELAY

Secrétaire national chargé de l'Animation, de l'Expression et de la Coordination des pôles

“ POSER DES REPÈRES, PROPOSER DES RÉPONSES ”



Guillaume Bachelay a été chargé par le Premier secrétaire de coordonner la réalisation des sept Cahiers de la présidentielle : **Entreprendre, travailler, s'accomplir, Apprendre pour s'émanciper, Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde, Prendre soin des autres et de soi, Renforcer et protéger la démocratie, Être Français au XXI^e siècle, Les enjeux de la Présidentielle.**

Quel est le but des Cahiers de la présidentielle ?

Il s'agit de répondre à la demande de sens de nos concitoyens dans un monde complexe, connecté, chaotique, un monde multi-crisés, et d'élaborer notre perspective politique en vue des échéances de 2017. Nous voulons mener la bataille idéologique pour gagner la confrontation démocratique.

Face à l'extrême droite – qui prône un repli nationaliste en conjuguant xénophobie et souverainisme – et face à la droite – dont le projet est la casse du modèle social –, nous devons affirmer que la France est une République sociale, innovante, écologique, dans la mondialisation.

En quoi cette démarche est-elle innovante ?

Avec les Cahiers, il s'agit de poser des repères pour proposer des réponses. Dire ce que nous avons fait et là où nous voulons aller, dans l'élection présidentielle, mais aussi demain et après-demain. Préparer la prochaine élection et penser à la prochaine génération car le nouveau monde dans lequel nous entrons sera le sien. C'est ce que la politique a de plus noble. C'est assez rafraichissant, je crois, à l'ère de l'info en continu, du buzz, du règne de l'instant.

Innovante aussi, la méthode participative, collaborative, des Cahiers. Elle s'inspire de celle qui a permis le succès de nos Etats généraux. Les militants, de façon individuelle ou collective dans les sections et les fédérations, les sympathisants, les citoyens qui le voudront, pourront participer à la réflexion en adressant leurs contributions via le site internet. C'est une démarche simple et souple : chacune et chacun peut contribuer, sur l'ensemble des thèmes ou sur un seul en particulier, selon ses possibilités, ses attentes, ses centres d'intérêt.

J'ajoute que le Parti a beaucoup réfléchi et produit ces dernières années : la

Charte pour le progrès humain adoptée en 2014 et les travaux qui ont rythmé 2015 – sur le terrorisme, la social-écologie, l'Europe, l'économie, la sécurisation des parcours professionnels, le précarité – sont un précieux point d'appui.

La société civile sera également associée. Le comité national de pilotage, comme les comités de rédaction de chaque cahier, procéderont à des auditions de scientifiques, de chercheurs, d'universitaires, de syndicalistes, d'entrepreneurs, de responsables d'associations, d'ONG, des mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, d'artistes, d'élus locaux, ainsi que des personnalités européennes et internationales. Ils nous éclaireront de leur expérience et de leur expertise, nous interpellent aussi.

Comment les cahiers seront-ils organisés ?

Chaque Cahier dira notre interprétation du monde et du moment : c'est le diagnostic. Il rappellera le sens de notre action engagée depuis 2012 et ses réalisations : c'est le socle du redressement. Surtout il énoncera nos préconisations d'action avec des propositions pour l'ensemble des enjeux du débat public.

Pour chaque thème, un-e président-e et deux co-rapporteur-e-s organiseront le travail d'élaboration au sein d'un comité de rédaction réunissant des membres du secrétariat national et du bureau national, des parlementaires, des représentants de la Fnesr et des Jeunes Socialistes. Ensemble, ils organiseront des auditions, prendront en compte les contributions, procéderont à la rédaction. Quant au comité national de pilotage, il veillera à la cohérence de l'ensemble de la démarche. Plusieurs enjeux seront transversaux : l'égalité femmes-hommes, la jeunesse, l'écologie, l'outremer, l'Europe.

On le voit : les Cahiers sont un chantier ambitieux, enthousiasmant, essentiel, de notre feuille de route vers 2017.